

FÉVRIER 2013

SUPPLÉMENT  
AU  
N° 40

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

LA REVUE **TOUT!**  
est à nous ●



**COMPTE-RENDU  
DU DEUXIEME  
CONGRÈS DU NPA**

# SOMMAIRE

## TEXTES ADOPTÉS

Sous les feux de la crise capitaliste	3
La crise de l'Union européenne et de la zone euro	6
La gauche libérale à l'épreuve du pouvoir et de la crise	9
Un parti anticapitaliste et révolutionnaire large et ouvert	14
Motion CNIF	16
Résolution féministe	16
Motion sur le système de communication	18
Révolte et politisation dans les quartiers populaires : notre rôle	19
Perspectives de construction	20
Comité politique national	21

## VOTES ET TEXTES MINORITAIRES

Situation internationale	22
Votes de procédure	22
Situation en France	22
Projet	22
Statuts / fonctionnement	22
Rapport financier	22
Statuts / Fonctionnement	22
Perspectives de construction (page 20 de ce BI)	23

## DÉCLARATIONS

Déclaration des délégués de la plate-forme X à l'issue du deuxième congrès du NPA	24
Feuille de route (soumis au vote par la plate-forme Y)	25
Déclaration de la plateforme Z en fin du deuxième congrès du NPA	26

Les statuts provisoires du NPA, mis à jour, sont annexés en pages centrales.



## POUR VOUS ABONNER À L'HEBDO ET A LA REVUE

**Abonnements par prélèvement automatique**  
 Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

**HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA**  
 (25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

**HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA**  
 (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER:  
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL**  
 NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR:  
**554755**

**Abonnements par chèque** à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)  
 ENTouREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

**FRANCE ET DOM-TOM**

L'hebd + le mensuel 6 mois 1 an

38 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires  
 L'hebd + le mensuel 6 mois 1 an

38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle  
 22 euros 44 euros

**ÉTRANGER**

L'hebd + le mensuel 6 mois 1 an

70 euros 140 euros

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE CHEQUE  
 N° DE COMPTE

CLÉ RIB  
 DATE :  
 SIGNATURE :

**Etablissement teneur du compte**  
 BANQUE :  
 ADRESSE :  
 CODE POSTAL :  
 VILLE :

**Titulaire du compte**

NOM :  
 PRENOM :  
 ADRESSE :

CODE POSTAL :  
 VILLE :

MAIL :

# SOUS LES FEUX DE LA CRISE CAPITALISTE

## LA CRISE, EXPRESSION DE LA FAILLITE DU CAPITALISME

La crise actuelle du capitalisme est une crise globale, économique, écologique, sociale et politique. Cette crise a des dimensions de crise de civilisation.

Depuis les années 80, le fonctionnement du capitalisme n'a été maintenu que grâce à la baisse de la part des salaires et au gonflement démesuré du crédit.

Ceci fait qu'au cours des trente dernières années, le capitalisme a considérablement changé de visage : jamais dans son histoire le secteur financier n'a pris autant d'importance par rapport à l'ensemble de l'économie. En 2011, le volume quotidien des transactions financières était de 4,7 milliers de milliards de dollars. Mais moins de 1 % de cette somme provenait des transactions de marchandises.

C'est ce système qui est désormais entré en crise généralisée.

### UNE CRISE QUI N'EN FINIT PAS

Sur le plan économique, 5 ans après le déclenchement de la crise, l'ensemble des indicateurs est désormais au rouge et aucune sortie de crise ne se profile à l'horizon.

La situation de surproduction dans les principales branches d'activités (automobile, immobilier...) et dans les principales régions du monde est loin d'être surmontée.

Quand l'explosion du crédit a mis en péril le système bancaire, les États l'ont sauvé en creusant leurs dettes souveraines. Désormais, ces États endettés offrent un nouveau terrain aux spéculateurs. L'impossible remboursement de la Dette publique sert d'argument à toutes les politiques d'austérité.

Conséquence : le Japon et l'Europe sont en récession, l'économie des États-Unis fonctionne au ralenti. En Chine, l'accumulation effrénée depuis 20 ans a fait baisser le taux profit et conduit aujourd'hui à la formation d'une bulle spéculative, notamment immobilière, lourde de menaces.

Dans la zone Euro, la crise, partie d'Europe du Sud rattrape peu à peu les autres pays. Ainsi, le FMI prévoit une croissance de 0,9 % en Allemagne, pour 2012 et 2013, de +0,1 % et +0,4 % pour la France.

Quant aux pays d'Europe du Sud, la débâcle est totale : -2,3 % (2012) et -0,7 % (2013) pour l'Italie, -6 % et -4 % pour la Grèce, etc.

### LES POPULATIONS PAIENT LA CRISE

D'ores et déjà, cinquante millions d'emplois manquent par rapport à l'avant crise et le chômage de longue durée a progressé dans les pays développés. Partout la situation des jeunes est particulièrement critique avec des taux de chômage jusqu'à 4 fois plus élevés au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

De manière générale, le droit du travail recule et la qualité des emplois se détériore, le travail informel, le temps partiel, les contrats précaires augmentent.

Partout aussi, les inégalités se creusent et l'intensité du travail augmente. De plus en plus de richesses s'accumulent entre les mains d'une oligarchie financière au détriment de la majorité de la population.

Les mesures de réduction des dépenses publiques réduisent partout l'accès à la santé et à l'éducation.

Les femmes sont évidemment les premières victimes de ces politiques. La crise du capitalisme les frappe en premier lieu. Toujours variable d'ajustement, elles sont écartées des emplois rémunérés pour être renvoyées au travail gratuit qu'elles effectuent au sein de la famille.

### QUELLE ISSUE À LA CRISE ?

Pour « sortir de la crise », certains préconisent des mesures « keynésiennes », censées dynamiser la demande et relancer l'accumulation. Ils s'opposent aux politiques d'austérité au nom de leur « inefficacité ».

En fait, la crise n'est pas due à des politiques économiques « absurdes », mais à la baisse des taux de profit menant à la crise généralisée : les capitaux étant de moins en moins rentables, une partie croissante d'entre eux ne trouve plus où s'investir productivement.

Du coup, malgré tous les discours sur la moralisation du capitalisme, la financiarisation continue à dominer, comme réponse capitaliste à la baisse du taux de profit industriel.

Nécessairement, la « solution » capitaliste à la crise passe donc par le redressement des taux de profit, combinant destruction de capital et augmentation du taux d'exploitation. Ce qui a relancé les États-Unis et l'Europe après la crise des années 1929-1935 c'est la guerre et ses destructions, pas les recettes keynésiennes.

L'augmentation des salaires, de la protection sociale, des dépenses publiques pour renforcer et développer les services publics ne sont donc pas une « solution » à la crise capitaliste, une recette permettant de contourner la nécessité d'en finir avec ce système.

L'important pour nous est que la satisfaction de ces revendications améliorerait les conditions de vie des classes populaires, au moins pour un temps. C'est pour nous décisif, car cela renforce notre camp social dans sa résistance au capitalisme. Nous revendiquons donc de telles mesures, en les combinant à notre propagande anticapitaliste.

Mais nous nous gardons de présenter ces revendications comme une « solution » à la crise. La seule solution durable à la crise, c'est de rompre avec le capitalisme !

## UNE CRISE ÉCOLOGIQUE PLANÉTAIRE SANS PRÉCÉDENT, « L'ÉCONOMIE VERTE » UN REMÈDE PIRE QUE LE MAL

Le mode de production capitaliste, avec le productivisme qui lui est inhérent, est responsable d'une crise écologique planétaire sans précédent : dérèglement du climat, catastrophe nucléaire, effondrement de la biodiversité, crise de l'eau, érosion et dégradation des sols, pollution chimique...

Le réchauffement climatique menace de s'emballer au point de rendre la planète inhabitable, l'élévation prévisible autour de 4 °C de la température moyenne de la terre d'ici la fin du siècle, aura des conséquences graves et irréversibles (misère, famines, épidémies, déplacements massifs de popula-

tion) pour des centaines de millions d'êtres humains, en premier lieu les pauvres dans les pays dominés.

Loin de déboucher sur un accord international contraignant pour réduire les émissions de gaz à effet de serre en tenant compte de la responsabilité historique des pays industrialisés et de reconnaître les droits des peuples indigènes sur leur milieu de vie, Rio + 20 signe la consécration de « l'économie verte » comme une des stratégies du capitalisme dans la crise économique. Afin d'ouvrir des débouchés aux capitaux excédentaires, dans la lignée du marché carbone ou des OGM, les grands groupes misent de plus en plus sur la privatisation des écosystèmes, sur la transformation des ressources naturelles et du vivant en marchandises.

Leur objectif est de vendre les biens et les services que la nature met à disposition, transformer ces valeurs d'usage en valeurs d'échange, en demandant aux États de leur ouvrir la voie à coup de financements publics et de nouvelles contre réformes libérales. Il implique plus d'austérité, de misère et d'inégalités sociales, en même temps que l'accélération des dégradations environnementales.

Le système agro-industriel, le marché des agrocarburants et la spéculation sur les productions agricoles font peser la menace d'une crise alimentaire aiguë.

## BOULEVERSEMENT EN COURS DES RAPPORTS INTERNATIONAUX

Au sortir de la IIe guerre mondiale, l'impérialisme US s'est affirmé comme la puissance impérialiste sans rival. Cet impérialisme est en crise et cède du terrain à la Chine, mais aussi aux autres puissances émergentes. Ainsi, concernant la production manufacturière mondiale, la part des USA est passée de 24 % en 2000 à 20 % en 2011. À l'inverse, la Chine a vu sa part passer de 3 % (1990) à 18 % (2010). Quant à l'Europe, elle est devenue le maillon faible du capitalisme mondial.

Une discussion en profondeur s'impose face à de tels développements, mais on peut déjà en tirer des enseignements importants.

• La concurrence internationale entre grandes puissances ne va que s'exacerber. Or le moteur des succès de la Chine, c'est largement les conditions d'exploitation, d'oppression que subissent

les travailleurs de ce pays. Pour rétablir leurs positions, les grandes puissances occidentales doivent nécessairement tenter de faire monter en flèche le taux d'exploitation. Les travailleurs de ces pays doivent donc s'attendre à une accentuation de l'offensive contre leurs acquis en relation avec l'aiguïssement de ces contradictions.

• Le recul en cours des vieilles puissances impérialistes (Europe, États-Unis) est aussi à la racine du discrédit dont sont l'objet les partis traditionnels de la bourgeoisie. Cela favorise la montée de forces hostiles au jeu politique traditionnel, de type « populiste » (Tea Party américain, nationalistes flamands) voire néo-nazis (Grèce).

• Ces bouleversements des rapports de forces entre puissances ne débouchent pas sur une nouvelle stabilité des rapports mondiaux. Les tensions et contradictions s'accumulent dans une concurrence économique acharnée. Les budgets militaires des plus grandes puissances mondiales augmentent. Les USA réorientent leur politique militaire vers le Pacifique. Les tensions militaires entre la Chine et le Japon peuvent dérapier, de même que celles existant entre les puissances occidentales et le couple Chine/Russie (à propos de la Syrie actuellement, peut-être bientôt de l'Iran). Des Régions stratégiques tendent à basculer dans le conflit militaire, dans l'ouest de l'Afrique, au Moyen-Orient, entre Israël et l'Iran.

## LES PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRES DANS LES PAYS DU MAGHREB ET DU MACHREK

Dans les pays du Maghreb et du Machrek, cet aiguïssement de la lutte des classes est d'autant plus net que les populations de ces pays étaient exaspérées par des régimes politiques dictatoriaux en place depuis des décennies.

Les processus révolutionnaires survenus dans ces pays depuis deux ans ont abouti dans certains cas au renversement des dictateurs en place. Ailleurs, les populations poursuivent la lutte.

On ne peut que se réjouir de ces processus. Notre solidarité avec les peuples doit être sans faille.

Des libertés ont été arrachées par les luttes des travailleuses/eurs et des jeunes, avec une expérience riche en termes d'activité autonome. Malgré tout, ces processus

n'ont nulle part abouti à une amélioration notable de leur situation matérielle. En Libye, l'impérialisme a même pu renforcer son influence et le pillage des ressources.

On doit donc appréhender ces mouvements dans toute leur diversité. Les régimes en place n'ont pas tous les mêmes restes de légitimité et la même stratégie contre-révolutionnaire. Face aux divisions réelles ou provoquées (tribales, ethniques, religieuses...), la capacité de la classe ouvrière à polariser le combat sur les questions sociales est un facteur déterminant.

## L'ISLAM POLITIQUE AU SERVICE DE L'IMPÉRIALISTE.

Ces mouvements réactionnaires occupent le terrain et cherchent partout à accaparer le pouvoir. En Égypte et en Tunisie, ils ont pu accéder au pouvoir à la suite d'élections consécutives au départ des dictateurs. Ces résultats électoraux s'expliquent certes par la sympathie des masses pour des organisations, des militants, anciennement victimes de la répression. Ces courants bénéficient de moyens financiers souvent énormes. Mais fondamentalement, l'explication de ces résultats tient au niveau international au recul du mouvement ouvrier, et au niveau national à l'absence d'organisations politiques ouvrières aptes à représenter une alternative pour défendre les aspirations politiques et sociales des masses des pays concernés.

L'exercice du pouvoir a vite révélé l'incapacité de ces courants à répondre aux revendications populaires. Surnommés « Nouveaux Trabelsi » en Tunisie et interpellés par « Morsi, enlève ta barbe, on reconnaîtra Moubarak » en Égypte, ils sont aujourd'hui perçus comme la continuité des anciens régimes, aussi bien pour leurs politiques antiouvrières que pour la continuation des violences policières et de la répression des mouvements sociaux. Des travailleurs qui se sont révoltés dans un contexte de crise économique, sur des revendications sociales, ne peuvent accepter que les mêmes politiques économiques soient maintenues.

S'y ajoute l'atteinte aux droits des femmes, qui, du moins en Tunisie, a été fortement rejetée, d'abord par les organisations traditionnellement impliquées dans la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes, mais de plus en plus par les couches populaires, qui découvrent et subissent dans le quotidien, le projet réactionnaire des islamistes, toutes tentatives confondues.

## L'ENJEU

On voit la contradiction existant entre d'une part la puissance des luttes de masses, leur radicalité et d'autre part leur capacité à se doter de leurs organisations propres, formulant un programme transitoire de satisfaction des revendications et s'opposant à toute forme d'intervention impérialiste. Le jusqu'au-boutisme des régimes honnis, la faiblesse de telles organisations permettent évidemment les manœuvres de la part des puissances impérialistes (Syrie, Libye...). Partout, ces dernières tentent de récupérer ces processus et de leur imposer leur orientation, en appuyant, finançant, armant des formations qui leur ont fait allégeance.

L'enjeu est donc de savoir si ces prolétaires seront en capacité d'émerger comme sujet politique autonome, si des jalons vers la constitution de solides organisations ouvrières pourront être construits.

Nous luttons de manière intransigeante contre toutes les menées impérialistes (militaires, économiques...) et mettons toutes nos forces dans la solidarité internationale.

C'est d'autant plus décisif que les avancées dans chaque pays se répercutent au niveau international dans le rapport de forces entre classes et peuvent relancer les mobilisations ailleurs.

Ainsi, cette solidarité doit particulièrement s'affirmer avec l'héroïque peuple syrien. Car celui-ci, malgré ses dizaines de milliers de morts, ses centaines de milliers d'emprisonnés, de déplacés, et au-delà du mépris consternant d'une partie de la gauche mondiale, continue de s'organiser dans un mouvement de masse à la fois civil et armé pour renverser le régime de Bachar El Assad, et avoir le droit de décider d'un avenir de démocratie et de justice sociale.

## UN AIGUISEMENT INCONTESTABLE DES LUTTES DE CLASSE

L'accentuation de la crise, ses conséquences pour les conditions de vie des plus larges masses n'ont pas brisé la capacité de résistance des travailleurs. Elles provoquent une accélération significative de la lutte de classes à l'échelle internationale : révolutions arabes, grèves à répétition en Europe (Europe du Sud, mais aussi Irlande, Grande-Bretagne, etc.). Même aux États-Unis, on assiste à des mouvements tels qu'on n'en avait pas vus depuis des années (Wisconsin, 99 %...),

comme au Chili, Québec, Afrique du Sud. On peut prédire que ces résistances sociales vont s'approfondir face aux attaques patronales et gouvernementales. Les luttes ont franchi un cran en termes d'ampleur dans une série de pays et des zones importantes, de manière inattendue : Sud de la Méditerranée, État espagnol... Ces luttes engrangent même quelques victoires : renversement des dictateurs, Portugal, grève des enseignants à Chicago. Cependant, nulle part encore des victoires décisives n'ont été remportées qui permettraient d'inverser le rapport de force et de repasser à l'offensive.

Tout ceci aboutit à ce que l'instabilité politique se développe. Bien souvent, les gouvernements sortants ne sont pas reconduits. D'autres, appliquant des politiques similaires sont alors mis en place (Espagne, Portugal)... et subiront le même sort.

## UNE CRISE HISTORIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER

Les mobilisations évoquées ci-dessus peuvent produire des mouvements comme ceux des indignés ou Occupy Wall Street.

Elles n'ont par contre pas abouti à une croissance organique du mouvement ouvrier, au développement des syndicats, des partis ou de courants organisés. Cela n'exclut pas des poussées électorales de partis ou coalition, à la gauche des PS, mais les résultats électoraux ne se sont pas cristallisés en force sociale et politique correspondante. Au sein des PS eux-mêmes, on ne peut que constater l'absence de la moindre opposition de gauche un tant soit peu conséquente, contrairement à ce qu'on avait pu constater avant-guerre.

Tout ceci n'est pas indépendant des processus de recul de « la conscience socialiste » du monde du travail. Ce recul s'explique lui-même par 2 types de facteurs :

- Il y a d'abord les conséquences politiques du stalinisme et de son effondrement. Le XXe siècle a été dominé par les conséquences de la révolution russe, qui ont structuré l'ensemble des rapports politiques à l'échelle internationale jusqu'à 1991 (effondrement de l'URSS). Nécessairement, l'échec final de cette révolution ne pouvait être sans conséquence profonde sur l'état d'esprit du mouvement ouvrier, la

conscience des opprimés à l'échelle internationale.

- À ceci s'ajoutent les effets destructeurs de l'offensive néolibérale de ces trente dernières années. Si le salariat a connu une expansion historique à l'échelle de la planète, ses différenciations sociales internes n'ont jamais été aussi grandes – individualisation, précarisation, flexibilité de la force de travail. Inséparablement, il y a la crise du vieux trade-unionisme, la désyndicalisation, phénomène quasi général et qui pousse à l'atomisation des salariés.

Dans ce contexte, on ne distingue nulle part de développement significatif du mouvement ouvrier organisé, sous quelque forme que ce soit. Il est aussi significatif que rares soient les cas où ont émergé des formes d'auto-organisations. Dans ces conditions, malgré leur aiguisement, les luttes évoquées ci-dessus finissent par être contenues.

En d'autres termes, le mouvement ouvrier international est globalement sur la défensive à ce stade. La règle générale est que – non sans contradictions – les plans des capitalistes finissent par s'appliquer quasiment partout (à l'exception d'une victoire temporaire et partielle au Portugal). Il faut aussi ajouter que concernant la possibilité de changer le monde, d'en finir avec le capitalisme, le scepticisme prévaut donc encore parmi les masses à ce stade, ce qui explique, en partie, les difficultés des courants anticapitalistes.

## LE RÔLE DES ANTICAPITALISTES

Les anticapitalistes ont des responsabilités dans cette situation où la classe ouvrière internationale est soumise à une offensive jamais vue, où aucun de ses acquis n'est à l'abri, face à une crise qui n'a pas fini de faire ses ravages et où la dimension écologique s'ajoute la dimension économique et sociale et l'aggrave encore.

Sur tous ces terrains, des résistances existent. C'est au cœur de ces affrontements que nous devons nous situer, construire les mobilisations, prendre des initiatives, poser la question du pouvoir. Notre stratégie comme notre politique pratique visent à nous y préparer en portant notre programme celui du socialisme.

# LA CRISE DE L'UNION EUROPÉENNE ET DE LA ZONE EURO

## BOUSCULÉE PAR LA MONDIALISATION CAPITALISTE, L'EUROPE FAIT/AUSSI ET SURTOUT FACE À SES PROPRES CONTRADICTIONS.

La crise économique et financière a débouché sur une crise des dettes publiques, qui a elle-même provoqué une crise de la zone euro. Les raisons fondamentales de cette situation renvoient à ses positions de faiblesses dans la compétition mondiale. L'Allemagne reste un des principaux pays exportateurs — en 2010 : 47 % du PIB, Japon 15 % du PIB, Chine 30 % du PIB (2) —, mais elle est aussi touchée par la contraction du marché mondial. Aussi, pour répondre à la concurrence mondiale, les classes dominantes européennes veulent liquider ce qui reste du « modèle social européen ». Il y a encore trop de social, il faut le démanteler. C'est l'explication de l'offensive spéculative sur les marchés européens. Les « marchés » — mais ce sont des réalités matérielles, les banquiers, les dirigeants de fonds pensions, les dirigeants des multinationales — exigent l'augmentation du taux de plus-value, par la baisse des salaires, la liquidation de la sécurité sociale et l'augmentation du temps de travail. D'où la brutalité des politiques d'austérité — s'adapter au marché mondial de la force de travail tiré par les rapports sociaux des puissances émergentes — ce qui implique la baisse du pouvoir d'achat de 10 à 15 points sur les années qui viennent.

Mais en plus, et c'est ce qui donne un caractère aigu, explosif à la crise et qui peut déboucher sur l'effondrement, c'est le type de construction politique qu'a connu l'Europe, avec les divergences économiques ou trajectoires divergentes entre divers pôles de l'Union européenne (UE) : Allemagne et le cercle Allemagne – Pays-Bas – Autriche – nord Europe et la périphérie du

sud de l'Europe — les PIGS avec Irlande — avec la France au centre.

Dès ses débuts, en 1957, la « construction européenne », moyen de surmonter les faiblesses des États européens sur le plan de la concurrence internationale, s'est fondée sur la libre circulation des capitaux, marchandises et services ainsi que l'élimination des obstacles à la concurrence capitaliste. Nécessairement, cela participe à la mise en concurrence des classes ouvrières des pays membres facilitant la remise en cause des acquis sociaux. Tous les traités qui se sont succédé n'ont fait qu'approfondir cette dynamique. Les seuls bénéficiaires en sont les grands groupes industriels et financiers. « L'Europe sociale » n'est qu'un leurre.

Dans le même temps, cette construction est restée bancal, orpheline d'un État même embryonnaire. Le marché unique, puis la monnaie unique, ne se sont pas accompagnés d'une unification des politiques économiques. Le marché est européen, mais les intérêts qui pilotent l'économie restent avant tout nationaux. Les produits et les capitaux circulent sans frontières, mais l'organisation de leur production reste déterminée avant tout par les bourgeoisies nationales. Pour dix-sept pays, la monnaie est européenne, mais leur intégration économique est absente et il n'y a nulle harmonisation fiscale ni sociale. Loin des idéaux de coopération, l'Union européenne et l'euro organisent ainsi une concurrence exacerbée... d'abord entre les États européens eux-mêmes.

Après que les niveaux de développement ont semblé pendant un temps se rapprocher, la crise a révélé puis aggravé une divergence croissante entre les différentes économies de l'Union européenne. Celle-ci, et en son sein la zone euro, sont devenues des entités de plus en plus différenciées et hiérarchisées, dans lesquelles les bourgeoisies des États impérialistes les plus puissants ont étendu leur influence au détriment des peuples des États les plus faibles. Les capi-

talistes offrant les produits ou services les plus performants et compétitifs ont gagné des parts de marché au détriment de leurs concurrents moins affûtés. L'euro, calqué sur l'ancien mark allemand, a aggravé la situation en imposant à des pays nettement moins développés, ou aux économies plus fragiles, une monnaie surévaluée au regard de leurs capacités.

La désindustrialisation massive de l'Espagne et de la Grèce a été un corollaire et une conséquence de l'avancée des groupes capitalistes d'autres pays européens. Dans l'un et l'autre cas, les bourgeoisies nationales s'étaient adaptées de bon gré à la nouvelle division internationale du travail imposée par leurs homologues les plus fortes, et engagées à fond dans les nouvelles opportunités de profit basées sur les mécanismes spéculatifs. Aujourd'hui, toujours soutenues par les institutions de l'UE, elles se retournent violemment contre leurs classes exploitées, appelées à supporter tout le poids de la crise.

Ainsi le « Nord » de l'UE, plus développé et compétitif, enfonce de plus en plus le « Sud ». La bourgeoisie française, incapable de concurrencer les produits allemands et perdant dans le même temps des parts de marché en Europe du sud (du fait des graves récessions qui y frappent, mais aussi de la reconstitution de la rentabilité des capitaux locaux, conséquence de la chute des salaires), occupe quant à elle une inconfortable position intermédiaire. Mais c'est dans toute l'Europe que les bourgeoisies rivalisent dans le but de « réduire le coût du travail », c'est-à-dire baisser les salaires, directs et indirects. Dans tous les pays, les salariés et les peuples ont comme seul horizon l'austérité.

Les États européens les plus endettés ne le sont pas davantage qu'un pays tel que le Japon. Prise globalement, la dette publique des pays de la zone euro atteint 87 % de leur PIB, contre plus de 100 % pour les États-Unis d'Amérique. Mais les États-

Unis, où les niveaux de développement sont pourtant très différents selon les territoires, ont une politique et des institutions économiques communes. De même disposent-ils, comme le Japon ou la Grande-Bretagne, de la maîtrise de leur politique monétaire. Rien de tel dans la zone euro, où les États les plus faibles n'ont aucun moyen de se défendre et deviennent des proies faciles pour les « marchés financiers »... et pour les grandes banques, notamment allemandes et françaises, qui entendent ne pas lâcher un centime des capitaux investis et de leurs rendements attendus.

Au niveau de l'UE, l'unique réponse commune à la crise, incarnée dans le TSCG, le MES ou la tentative de supervision communautaire des banques, réside dans le renforcement de « l'orthodoxie financière », s'accompagnant d'abandons de souveraineté au profit d'institutions qui sont tout sauf démocratiques. Leur projet d'une fédération d'États-Nation est un pas supplémentaire vers la constitution d'un mécanisme institutionnel ultra répressif échappant au suffrage universel.

Après quelques velléités ou postures affichées pendant la campagne électorale, le gouvernement Hollande-Ayrault s'est rallié à cette politique de façon inconditionnelle.

La crise actuelle de l'Union européenne et de la zone euro met en évidence l'incapacité des capitalistes à unifier le continent, à organiser une coopération harmonieuse entre ses peuples, à libérer ses forces productives tout en les maîtrisant en fonction des besoins sociaux et environnementaux.

Cette incapacité et l'exacerbation de la concurrence entre les différents pays et régions déstabilisent les états constitués et peuvent même aboutir à leur fractionnement : Catalogne/ EE, Ecosse/UK, Flandres/Wallonie...

## **L'OFFENSIVE DE LA CLASSE DIRIGEANTE EUROPÉENNE SUSCITE DES RÉSISTANCES IMPORTANTES, EN PARTICULIER DANS LE SUD DE L'EUROPE**

### **EN GRÈCE**

Les plans successifs d'austérité mis en

place par la bourgeoisie grecque et la troïka ont donné lieu à plus de 20 journées de grèves massives allant jusqu'à une situation prérévolutionnaire avec encerclement du parlement, occupation des préfectures...

Pourtant, les mesures dictées par la Troïka s'appliquent jour après jour. Pour les plus larges masses, la question posée est donc de chasser au plus vite le gouvernement PASOK-ND actuel, et c'est SYRIZA que les travailleurs de ce pays chargent de réaliser leurs aspirations — avant tout d'en finir avec les politiques austéritaires. Ceci s'explique par ses prises de position contre le mémorandum, par son refus de participer à tout gouvernement pro-Troïka, etc.

La proposition de gouvernement de la gauche unie, de « salut social », formulée par SYRIZA, pourrait être un premier pas vers la réorganisation du pays sur une base anticapitaliste et un affaiblissement important de la Troïka en Europe.

Mais un tel gouvernement ne peut prendre son sens que s'il met en œuvre une politique radicale : annulation de la Dette, rupture avec les institutions impérialistes UE-BCE-FMI, expropriation des principaux groupes industriels et bancaires, etc.

Force est de constater que tel n'est pas le programme de SYRIZA à ce stade (il est ainsi question de renégociation de la Dette.

Il est crucial d'aider à l'émergence, au renforcement, d'une force politique qui tout en s'inscrivant sans réserves dans le mouvement anti-Troïka, défende un tel programme parmi les travailleurs et le mouvement ouvrier — étant entendu que nous n'excluons a priori aucune évolution positive. Dans le même temps, nous soutenons tout ce qui permet le développement de formes d'auto-organisation extra-parlementaires et de solidarités européennes sur les mêmes axes, pour rendre possibles la chute du gouvernement et la contestation des politiques et institutions européennes.

### **EN ESPAGNE**

Les premiers craquements avec les Indignés, sont venus de la jeunesse frappée violemment par le chômage (plus de 50 %). Une combinaison de grèves massives (la grève des mineurs en a été un exemple), de manifestations massives et de mouvements nationalistes mettent aujourd'hui en péril la stabilité de l'État espagnol.

### **AU PORTUGAL**

Les manifestations les plus massives depuis la Révolution des Œillets n'ont pour l'instant pas réussi à stopper les plans d'austérité. Mais elles ont fait reculer le gouvernement sur une mesure clé, donnant la preuve qu'il était possible de faire reculer le gouvernement par la mobilisation.

## **LE CHAMP POLITIQUE OUVERT PAR LA CRISE N'EST PAS INOCCUPÉ.**

Nos adversaires ne sont pas restés inertes face à elle. Les capitalistes ont commencé à se réorganiser : Sarkozy et les dirigeants mondiaux étaient sur la défensive en 2008 (« il faut moraliser le capitalisme ») ils ont maintenant tous en point commun (même s'il y a d'importants désaccords sur une série de questions de premier ordre) de proposer une solution qui malgré tout a une certaine crédibilité : la rigueur.

L'extrême droite continue son patient travail de sappe et a des forces suffisantes aujourd'hui pour passer à l'attaque au niveau politique et militant... si l'occasion se présente comme en Grèce. Elle se développe sur le terreau du déclassement de populations entières, de la paupérisation du monde du travail.

Les courants sociaux-libéraux sont parfaitement intégrés à ce projet et la délimitation avec la droite classique tend à disparaître. Incontestablement, la politique menée par ces partis face à la crise accentue la marche à leur décomposition, ainsi qu'on le voit en Grèce.

La formation de fronts antilibéraux — comme Syriza ou, dans un autre contexte, le FdG, la montée de leur influence s'appuie avant tout sur l'aspiration à disposer d'une gauche « vraiment de gauche ». C'est avant tout la conséquence de l'effondrement politique et moral de la social-démocratie.

En même temps, ces processus n'effacent pas le scepticisme de la masse des travailleurs vis-à-vis des perspectives de type socialiste : d'où le fait que nulle part en Europe ne se développent des courants de type anticapitaliste.

Le développement de courants antilibéraux auquel on assiste doit donc être apprécié comme l'expression d'un mouvement à gauche, nourri par l'intensification des luttes de classe, mais dont l'ampleur reste

limitée à ce stade.

Le rapport des partis antilibéraux à l'État, aux institutions diverses de la société capitaliste n'est évidemment pas comparable avec celui qu'entretiennent les dirigeants sociaux-démocrates. D'où une extrême hétérogénéité de ces forces (cf. les contradictions quasi permanentes entre PCF et PG) et une réelle sensibilité aux pressions de la classe ouvrière (ce qui explique certaines prises de position de SYRIZA).

Il est donc essentiel que nous participions pleinement aux débats nécessaires sur un programme de transition à l'échelle européenne, avec toutes les composantes associatives, syndicales, politiques et intellectuelles qui peuvent contribuer à la construction d'une contre-hégémonie politique et sociale au social-libéralisme, sans préjuger des résultats de ces discussions. Dans ces débats, nous insistons sur la nécessité de dépasser l'antilibéralisme pour développer une réelle politique de rupture avec le capitalisme, ainsi que sur les conséquences de cette méthode

## **IL FAUT CHANGER DE LOGIQUE ET DÉFENDRE UN PROGRAMME POUR L'EUROPE DES TRAVAILLEUSE/URS ET DES PEUPLES.**

La vieille idée des États-Unis d'Europe apparaît chaque jour davantage comme une nécessité, mais il est tout aussi clair que la réaliser impliquera de mettre à bas l'échafaudage institutionnel et réglementaire de l'UE et de l'euro. Ce que seuls pourront accomplir des gouvernements des travailleurs, qui commenceront à appliquer des programmes de rupture avec l'économie de profit, vers l'unification socialiste du continent.

La construction engagée depuis le traité de Rome et incarnée par l'Union européenne doit être remise en cause. Il faut en changer toute l'architecture économique, sociale et institutionnelle. Tous les traités doivent être annulés et l'ouvrage remis sur le métier. La rupture démocratique exige de dissoudre les institutions actuelles de l'Union européenne et de mettre en œuvre un processus constituant permettant de définir une nouvelle Europe, sociale et

démocratique.

Dans ce processus constituant, la gauche anticapitaliste proposera ce programme d'urgence sociale et démocratique, une réorganisation économique et sociale qui mette au centre les besoins et droits sociaux, une redistribution radicale des richesses, l'appropriation publique et sociale des secteurs clés de l'économie : un programme pour des gouvernements des travailleurs qui commenceront à rompre avec le capitalisme dans la perspective des États-Unis socialistes d'Europe.

L'Europe est devenue l'arène des luttes ouvrières et populaires que nous devons penser au-delà du cadre hexagonal pour défendre un programme contre l'austérité, pour les droits des travailleurs, l'annulation de la dette, pour une Europe des travailleurs et des peuples. L'avenir appartient à la coopération des peuples pas au repli national qui est le terrain des forces réactionnaires.

Notre internationalisme serait un vain mot si le mouvement anticapitaliste ne se donnait pas les moyens d'exister et d'agir au niveau européen. C'était le sens de la conférence anticapitaliste dont le NPA avait pris l'initiative avec le SWP britannique. Une de nos priorités sera de relancer le processus engagé pour mettre en œuvre au niveau européen une politique de regroupement des anticapitalistes.

# LA GAUCHE LIBÉRALE À L'ÉPREUVE DU POUVOIR ET DE LA CRISE

## 1) LE GOUVERNEMENT HOLLANDE-AYRAULT AU SERVICE DE LA CLASSE DOMINANTE

Le gouvernement n'est pas celui des classes populaires, il est celui du patronat et des banques, celui de l'Europe de l'austérité. Il est là pour défendre leurs intérêts dans la continuité du précédent gouvernement en combinant deux axes principaux : les politiques d'austérité, la casse des services publics avec une offensive pour faire baisser le coût du travail, « le choc de compétitivité », en augmentant la précarité et le chômage, en démantelant le droit du travail et la protection sociale. L'objectif est de rattraper le retard pris sur les autres puissances impérialistes, en particulier l'Allemagne ou les États-Unis, qui ont déjà opéré des reculs de 30, 40 ou 50 % sur le coût global du travail. Les suppressions d'emplois et de postes représentent ces centaines de milliers de personnes. Mais il ne suffira pas d'accroître l'exploitation du monde du travail pour pouvoir concurrencer l'Allemagne, les USA ou la Chine. Bien au contraire même, cette politique conduira à accentuer de façon accélérée la récession en France. Elle s'accompagne de reculs et de reniements (Tva sociale, Notre Dame des Landes, droit de vote des immigrés, Mariage pour tous, Florange...) et d'une politique sécuritaire réactionnaire.

Souhaiter le succès du gouvernement et de sa majorité, s'en revendiquer, d'une façon ou d'une autre, est contraire aux intérêts du monde du travail.

## 2) DES ÉLÉMENTS DE CRISE POLITIQUE

Le gouvernement Hollande a été porté par le rejet de Sarkozy, il agit comme un recours suite à l'usure du gouvernement précédent. Sa grande force est de s'appuyer sur les directions des grandes confédérations syndicales, en prolongeant la politique du dialogue social. L'attitude de ces directions qui s'intègrent dans la politique du gouvernement

et qui se refusent à construire une véritable opposition aux politiques gouvernementales et à œuvrer à la convergence des luttes désorientées une grande partie des militants de ces organisations. Elles ont aidé à contenir les premières mobilisations, contre les licenciements ou dans l'éducation nationale, tandis que le PS a aussi réussi un test en faisant adopter le TSCG, prélude du budget d'austérité. Le gouvernement continue à diviser la population par le biais des politiques racistes mises en œuvre par Manuel Valls.

Mais, dans les classes populaires, peu d'espoir et d'illusion avaient accompagné l'élection de François Hollande en mai 2012 portée par le rejet de Sarkozy. Dès octobre, les plans de licenciements, de la montée du chômage et de la précarité, et du vote à l'Assemblée nationale du traité budgétaire européen, le TSCG, enfant de Sarkozy porté par Hollande ont contribué à montrer la réalité de la politique du gouvernement. L'approfondissement de la crise engendrée ne cesse de creuser le fossé entre la population et les partis de gouvernement. Elle accroît l'instabilité politique comme l'illustrent les luttes d'ambition qui ont déchiré l'UMP au bord de l'explosion. Le PS doit gérer une opposition interne qui se reconstitue malgré les processus d'intégration et les pressions, les Verts se divisent sur les mesures d'austérité et leur participation gouvernementale. Le Front de gauche lui-même est traversé par des contradictions. D'un autre côté, même si la situation grecque ne peut être généralisée, l'effondrement des partis traditionnels, en particulier du PASOK, une polarisation aiguë entre la percée de Syriza et celle de l'Aube dorée, à l'extrême droite, indique les évolutions possibles de la situation politique dans la tourmente de la crise. Une telle situation contribue à créer les conditions d'une politisation des travailleurs et de la jeunesse confrontés sur tous les terrains à la régression sociale. Elle peut déboucher sur une brusque accélération des luttes de classes. Nous ne connaissons pas les rythmes de ces évolutions possibles, mais c'est à travers elles que les classes exploitées pourront prendre conscience de leurs propres intérêts et des

perspectives dont elles sont porteuses.

## 3) LA MONTÉE DU POPULISME DE DROITE ET D'EXTRÊME DROITE

C'est aussi ce terrain qui permet au Front national de prospérer et d'exercer sa pression politique sur la droite. La constitution d'un parti de droite extrême populiste, à partir de morceaux du FN et d'une fraction de la droite traditionnelle, est un réel danger. Des alliances d'une partie de la droite et de l'extrême droite pourraient d'ailleurs très bien voir le jour dès les prochaines élections. Un éclatement de l'UMP renforcerait ces possibilités. Un parti de cette nature pourrait être un recours pour la bourgeoisie dans un contexte d'approfondissement de la crise actuelle. Celui lui permettrait d'imposer une politique de déflation et d'infliger une défaite majeure à la classe ouvrière. Cette menace est accentuée dans un contexte d'échec de la gestion de la crise par l'Union européenne. Le risque est réel de la montée d'un mécontentement qui cherche dans le repli national une illusoire protection contre les ravages de la mondialisation.

D'ores et déjà, un certain nombre de droits et libertés démocratiques sont remis en cause pour museler les résistances réelles ou possibles des classes populaires. La politique sécuritaire de Valls se place complètement dans la continuité de celle de son prédécesseur et participe de la montée du racisme et de la xénophobie.

Combinée à la lutte contre l'austérité patronale et gouvernementale, la lutte contre la droite et l'extrême droite est un des axes centraux de notre combat politique.

## 4) L'ÉMERGENCE D'UN MOUVEMENT ANTILIBÉRAL RÉFORMISTE

Le Front de gauche a connu une réelle dynamique, qui est le produit d'une série d'élé-

ments : le premier est le glissement à droite de la social-démocratie, qui a libéré un espace à sa gauche dans lequel se sont engagés le vieux PCF et les dissidents du social-libéralisme. Le second est l'accélération de la crise, qui a provoqué une révolte contre le système, mais aussi des défaites, qui ensemble conduisent à une désorientation et à la recherche de solutions de contestation de la politique libérale, mais dans le cadre institutionnel. Il a une influence dans le monde du travail, notamment par le biais du mouvement syndical (de façons différentes dans la CGT, une partie de Solidaires, la FSU...).

On assiste à la constitution d'un nouveau mouvement réformiste antilibéral. Ce phénomène, apparu dans d'autres pays d'Europe, est traversé par des contradictions. Sa base militante recherche une alternative au gouvernement et à l'austérité, tandis que la politique de la direction est largement déterminée par les positions dans les appareils syndicaux et les milliers d'élus dans les institutions. Tout en appelant à certaines mobilisations sa politique aboutit à les freiner et à canaliser la révolte pour la faire entrer dans un giron institutionnel. Ces contradictions se concentrent dans une politique à l'égard du gouvernement qui oscille entre la non-participation et le refus de construire une opposition. Elles se traduisent notamment par des différenciations entre les composantes du FdG, de la direction du PCF qui refuse clairement de se situer en opposition au gouvernement, en passant par le PG et JL Mélenchon qui se prononcent contre le budget de l'État, mais refusent l'affrontement central avec le patronat et le gouvernement, jusqu'à des courants plus minoritaires favorables à la construction d'un front social et politique, autour du FdG, opposé à la politique du gouvernement.

Tout cela nous conduit à avoir une politique vis-à-vis de lui, qui s'inscrit dans le cadre général de notre orientation. Cette politique combine des propositions d'actions militantes contre l'austérité, pour défendre les droits des classes populaires; une interpellation sur la nécessité de construire une opposition de gauche au gouvernement; et un débat stratégique sur la bataille à mener contre le capitalisme.

## 5) POUR L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DU MONDE DU TRAVAIL

Des décantations auront lieu dans la prochaine période, au sein du mouvement ouvrier, entre ceux qui accompagneront l'offensive de la bourgeoisie et du gouvernement et ceux qui tenteront de construire des luttes indépendantes puis opposées au gouvernement. Il s'agit de reconstituer une indépendance politique du monde du travail.

Par notre intervention dans les mobilisations et notre activité syndicale ou associative, dans ou vis-à-vis des institutions locales, nous contribuerons à faire la démonstration que les intérêts des travailleurs et des classes populaires sont contradictoires avec les objectifs du gouvernement. Il s'agit de montrer que « ce gouvernement n'est pas le nôtre », pour aller vers une opposition nette à ce gouvernement.

Pour les organisations syndicales, cela passe par le refus de l'impératif gouvernemental d'« un compromis historique » avec le patronat, dans la continuité de la politique du diagnostic partagé et du dialogue social. Nous voulons porter la discussion sur l'orientation du mouvement syndical à l'heure où la crise menace de détruire tous les acquis des luttes antérieures. Le mouvement ouvrier pourra reprendre l'initiative, sortir de la logique des défaites accumulées s'il parvient à se dégager des routines passées pour redonner force à un syndicalisme de lutte de classe qui ose remettre en cause et affronter la politique du patronat et de l'État au lieu de se plier à leur logique destructrice. Il convient d'essayer de coordonner les équipes militantes qui entendent agir dans ce sens. Mener le débat sur la politique nécessaire sur le plan social est indissociable de la bataille pour œuvrer à la convergence des luttes tant au niveau national qu'europpéen.

## 6) PRENDRE DES INITIATIVES POUR CONSTRUIRE LES MOBILISATIONS

À l'étape actuelle, il s'agit de partir des éléments concrets et de l'actualité pour construire des mobilisations. Notre rôle est de prendre des initiatives pour les développer : convaincre face à l'attentisme, défendre la nécessité de dates de mobilisations, de journées de grèves, en s'appuyant sur les échéances qui existent, mais aussi en tentant de faire

déborder du cadre fixé par les directions réformistes. Cela passe aussi par échéances de mobilisations et des revendications permettant d'unifier et de politiser les mobilisations. Cela passe aussi par le renforcement de l'unité de notre camp social, en particulier par la lutte contre la réaction (mariage pour tous, droit de vote des étrangers...)

Parce que nous savons aussi que la crise est globale et que ce gouvernement est un gouvernement de combat contre les salariés, nous défendons aussi la généralisation des luttes, la nécessité d'un grand tous ensemble, d'un combat contre toutes les divisions entretenues dans notre camp social (genre, sexualité, origine, âge, chômeurs ou actifs, etc.) de ne pas se contenter de journées d'action secteur par secteur, d'une grève générale pour le faire reculer et imposer nos droits.

Notre intervention vise à armer les travailleurs et les travailleuses, actifs ou pas, Français ou étrangers, jeunes ou âgés, pour qu'ils prennent leurs affaires en main, s'organisent, agissent collectivement pour faire valoir leurs droits, interviennent politiquement du point de vue de la défense de leurs propres intérêts. Il s'agit donc de construire des cadres d'autoorganisation, des coordinations entre les différents secteurs géographiques ou professionnels.

## 7) TROIS AXES INCONTOURNABLES DANS LA LUTTE CONTRE LE PATRONAT ET LE GOUVERNEMENT

Les trois axes d'attaques fondamentaux de la classe dominante sont aujourd'hui les salaires (baisse et précarisation des salaires directs et destruction de la protection sociale), l'austérité budgétaire, l'emploi.

### A) LES SALAIRES

Ils sont au cœur de la « compétitivité » capitaliste recherchée par le gouvernement, en accord avec le patronat dans l'acceptation des pactes européens.

D'un côté, c'est le blocage du salaire direct, la remise en cause des garanties collectives, l'érosion des salaires par l'inflation, la concurrence et précarité. Nous défendons un salaire minimum à 1700 € nets pour tous, la reconnaissance des qualifications dans le cadre des accords collectifs et des statuts, l'indexation automatique des sa-

laire sur la hausse des prix.

De l'autre c'est la volonté de s'en prendre aux 400 milliards de cotisations sociales (1/5ème du PIB), que les patrons doivent verser pour financer santé, indemnisation des accidents du travail et maladies professionnelles, retraites, allocations familiales et indemnisation du chômage, et d'en reporter la charge sur les classes populaires, par le biais de la TVA, de la CSG ou de toute autre taxe reposant essentiellement sur le monde du travail.

Nous défendons le financement de la sécurité sociale et de son extension exclusivement par du salaire c'est-à-dire par des cotisations sociales. La sécurité sociale doit couvrir intégralement les besoins sociaux, et non être une assistance minimum pour les plus pauvres, complétée, pour ceux qui le peuvent par des assurances.

## **B) L'AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE**

Les coupes drastiques dans les budgets de l'État et de la Sécurité Sociale ont pour conséquence la détérioration des services publics et la dégradation des conditions de travail dans la fonction publique et à la sécurité sociale. Contre le démantèlement des services publics, nous avançons des revendications immédiates : l'arrêt des suppressions de postes, l'embauche et un budget à la hauteur des besoins.

Nous exigeons également la révocation du TSCG et de la règle d'or budgétaire, l'annulation de la dette, la réquisition et la fusion des banques sous contrôle des salariés et de la population, la création d'un million de postes dans la fonction publique, une fiscalité anticapitaliste avec la suppression de la TVA, un impôt fortement progressif.

Ces mobilisations se construiront par des luttes auto-organisées, par des luttes syndicales, mais aussi par la construction de comités et collectifs spécifiques tels que les collectifs contre la dette et contre l'austérité, pour la défense des hôpitaux, et de la santé.

## **C) L'EMPLOI**

Face à la précarisation de l'emploi, aux suppressions de postes, aux licenciements et fermetures d'usines et à l'attaque frontale contre le contrat de travail par les accords emplois-compétitivité (baisse des salaires, augmentation du temps de travail...), nous militons pour une mobilisation commune de toutes les boîtes pour l'interdiction des licenciements,

imposer la réquisition des entreprises qui licencient, la récupération des subventions publiques qui leur ont été versées, une réduction du temps de travail sans pertes de salaire pour partager le travail entre toutes et tous, l'arrêt des mesures de déréglementation du droit du travail, des exonérations de cotisations sociales aux entreprises. La défense de l'emploi, c'est la défense d'un emploi à durée indéterminée et protégé, c'est le refus de la précarité et des « petits boulots » sous forme de contrats aidés, la garantie d'un salaire répondant à la qualification

Sur ces trois priorités, nos revendications et notre combat intègrent la dimension féministe parce que les femmes sont tout particulièrement touchées par cette offensive globale des classes dominantes et de l'État.

Elles s'articulent avec d'autres mobilisations très importantes notamment comme celles engagées pour le droit au logement pour toutEs.

## **8) CONTRE LA RÉACTION, POUR LA DÉFENSE DES DROITS DÉMOCRATIQUES**

L'offensive de la classe dominante, de l'appareil d'État et du gouvernement passe aussi par des attaques réactionnaires pour diviser notre camp social et imposer une vision du monde où la soumission est la règle. Celles-ci sont relayées de la manière la plus forte par l'extrême droite, le FN, des courants de l'UMP. Aujourd'hui sont en ligne de mire les Roms, les musulmans, les sans-papiers, le mariage pour tous, le droit à l'avortement.

Nous voulons l'égalité des droits entre toutes et tous, la dissolution des BAC, l'interdiction du Taser et du Flash ball, la régularisation de tous les sans-papiers, le droit au mariage pour tous, de l'argent dans la santé pour garantir pour la contraception et le droit à l'avortement. Nous demandons le droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections pour les étrangers. La stigmatisation des musulmans est le vecteur principal des politiques racistes et xénophobes. Celles-ci prennent prétexte de l'islamisme politique et des intégrismes pour développer une propagande qui visent non seulement les musulmans, mais tous les immigrés. L'islamophobie infecte aussi tout un pan de la gauche et des médias.

La lutte contre l'austérité est inséparable de la lutte contre les politiques sécuritaires et racistes d'où qu'elles viennent. Elle est

un axe central de notre politique.

À partir des cadres et des expériences locales d'unité d'action et de mobilisation contre l'extrême droite, le NPA doit tenter dans les collectifs unitaires locaux, réseaux antifascistes, forces associatives, syndicales et politiques où il est présent d'impulser un effort de coordination. Si un front antifasciste large serait un outil déterminant et nécessaire dans la période, il faut reconnaître qu'il n'existe pas actuellement. Ce secteur d'intervention restant trop largement délaissé en ne reposant que sur quelques structures et/ou personnes. Cet état de fait doit nous servir pour élaborer une politique antifasciste basée sur les potentialités réelles des structures existantes et les potentialités de mobilisation de notre camp social. Un travail de reconstruction d'une compréhension des extrêmes droites et d'actualisation face à leurs mutations au sein du NPA et de notre camp est nécessaire. La participation à la construction d'initiatives contre le FN et les autres groupes d'extrême droite est nécessaire pour ne pas laisser la porte ouverte à leur banalisation et afin de les dénoncer pour ce qu'ils sont : des ennemis des classes populaires et supplétif du système capitaliste, d'autant plus dans ce contexte de crise.

Nous devons élaborer et nous coordonner dans les mois qui viennent pour développer notre stratégie et politique antifasciste combinant intervention dans des structures unitaires et impulsion de ces structures au plan local si elle n'existe pas ainsi que revendications anticapitalistes. La commission nationale antifasciste du NPA doit être l'interlocutrice des comités et structure du NPA sur ces questions ce qui passe par :

- une remontée d'informations concernant l'activité antifasciste et celle des extrêmes droites
- impulsion et réflexion sur la question antifasciste sous l'autorité des instances de « direction »
- ressource pour tous besoins auprès des structures du NPA

Au vu de l'importance de la question antifasciste dans le contexte actuel une conférence nationale sur cette question devrait être organisé d'ici quelques mois.

À partir des cadres et des expériences locales d'unité d'action et de mobilisation contre l'extrême droite, le NPA avance la

proposition de constitution d'un front antifasciste large aux collectifs unitaires locaux, réseaux antifascistes, forces associatives, syndicales et politiques. Un travail de reconstruction d'une compréhension du fascisme au sein de notre camp est nécessaire ainsi que la participation à la construction d'initiatives contre le FN et les autres groupes d'extrême droite. Nous devons élaborer et nous coordonner dans les mois qui viennent pour développer une stratégie combinant mouvement de masse, opposition aux apparitions des extrêmes droites et revendications anticapitalistes.

## 9) LA BATAILLE ÉCOLOGIQUE

Enfin, la bataille contre le productivisme et le mirage du « capitalisme vert » est plus que jamais d'actualité, dans une période où la classe dominante cherche tous les outils pour développer ses profits. Le gouvernement poursuit la politique précédente sur le nucléaire, sur l'énergie en général, sur les grands projets inutiles et destructeurs. Le projet de Notre Dame des Landes fédère les oppositions à un mode de développement productiviste au service des grands groupes capitalistes et cristallise une opposition déterminée au gouvernement.

Parce que l'écologie conséquente est anticapitaliste, nous défendons des mesures d'urgence écologique, une transition énergétique radicale et un plan écologiste, démocratique et décentralisé pour lutter contre les différentes crises écologiques : basculement climatique, effondrement de la biodiversité, amenuisement de certaines ressources alimentaires (poissons, etc.), des ressources en eau, épuisement de toutes les ressources naturelles non renouvelables comme les métaux, les énergies fossiles et les terres arables.

Nous défendons : la sortie du nucléaire en moins de dix ans grâce aux économies d'énergie et au développement des énergies renouvelables; la diminution drastique de l'utilisation des énergies fossiles, par le développement et la gratuité des transports en commun, par un service public de l'éco-urbanisme et du logement facilitant les économies d'énergie; la remise en question des consommations inutiles (obsolescence programmée, énergies, distribution, emballages, publicité); la socialisation sans indemnité ni rachat des groupes

de l'énergie, de l'eau et de l'agroalimentaire et leur contrôle par les salariés et les usagers; pour l'agroalimentaire, la réquisition précéderait un démantèlement et une réorganisation globale de la production et de la distribution; la gratuité pour la consommation de base (eau, énergie, etc.), des prix plus dissuasifs pour les consommations excessives; la transition écologique basée sur une planification de la satisfaction des besoins socialement utiles; pour une agroécologie, la fin de l'utilisation des intrants chimiques (pesticides et engrais) en moins de 10 ans, l'interdiction des OGM, une politique publique visant au développement et au soutien à la petite paysannerie, la suppression des subventions à l'exportation, la réforme de la PA; la remise en cause de la pêche industrielle au profit d'une pêche plus artisanale et respectueuse des ressources halieutiques.

## 10) DE L'UNITÉ DANS LES LUTTES À LA CONSTRUCTION D'UNE OPPOSITION DE GAUCHE

Les anticapitalistes, loin de chercher à combattre les illusions réformistes de la grande majorité des travailleurs par la simple dénonciation ou les proclamations, œuvrent à l'émergence d'une nouvelle conscience de classe anticapitaliste au travers des expériences concrètes de lutte.

Nous débattons avec l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier des moyens de construire un front commun contre le gouvernement et le patronat, cadre pour développer les mobilisations sociales et politiques afin de changer les rapports de force et de mettre un coup d'arrêt à l'offensive libérale.

L'urgence aujourd'hui est de construire une opposition de gauche au gouvernement qui combatte la droite et l'extrême droite qui cherchent à dévoyer le mécontentement populaire pour mieux le museler. Nous nous adressons à toutes les organisations du mouvement ouvrier qui ne participent pas au gouvernement pour, ensemble, agir dans ce sens en posant la question de l'alternative politique nécessaire pour sortir de la crise, un gouvernement contre l'austérité qui ne peut venir d'accords parlementaires en dehors d'un rapport de force imposé par les luttes. Nous ne faisons pas dépendre l'unité pour les mobilisations d'un accord sur cette alter-

native politique, mais nous souhaitons en débattre publiquement.

## 11) UN PROGRAMME POUR LES LUTTES DANS LA PERSPECTIVE D'UN GOUVERNEMENT CONTRE L'AUSTÉRITÉ, POUR LES DROITS DES TRAVAILLEURS, ET L'ANNULATION DE LA DETTE

Il n'y a pas de réponse à la crise qui ne commence par le changement du rapport de force pour imposer une autre répartition des richesses à partir des exigences fondamentales du monde du travail. Les classes dominantes sont engagées dans une telle fuite en avant spéculative qu'elles ne peuvent imaginer d'autre politique que celle qui a engagé l'Europe dans la récession et qui prépare un nouvel épisode aigu de la crise financière. L'ampleur de la crise, la faillite de la politique de l'oligarchie financière et du gouvernement, de l'Europe de la BCE indiquent qu'il n'y a pas d'issue qui ne remette pas en cause leur pouvoir.

L'union budgétaire européenne dont se revendique François Hollande se construit autour de la règle d'or de l'austérité pour réduire les déficits. C'est bien l'inverse qu'il faut faire, instituer une fiscalité anticapitaliste qui donne aux États les moyens de financer leur politique.

Seule une refonte globale du système de crédit qui doit devenir un service public au service de la société et non du profit et des spéculations le permettrait. Les États doivent être en mesure de contrôler et de diriger l'activité économique et donc disposer d'instruments pour réaliser des investissements, financer les dépenses publiques, et assurer la transition énergétique.

Pour cela, il faut exproprier sans indemnité ni rachat les banques pour les socialiser dans un monopole public sous le contrôle de la population, socialiser les grands groupes industriels et le développement d'un plan de production garantissant à toutes et tous un emploi, visant à satisfaire les besoins de la population en prenant en compte les impératifs de respect de l'environnement dans le cadre d'une coopération

tant européenne qu'internationale. La production et la consommation doivent être organisées rationnellement non seulement sous le contrôle des « producteurs », mais aussi des usagers pour satisfaire leurs besoins et non ceux de l'oligarchie financière. La combinaison des crises économique et écologique débouche sur un impératif : substituer au tout-profit et au productivisme les besoins sociaux pour redonner un caractère central à la planification démocratique.

Une telle politique ne pourra être mise en œuvre que par un gouvernement démocratique des travailleurs et de leurs organisations politiques et syndicales qui refuse l'austérité s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation des travailleurs et de la population et qui leur donne les moyens d'exercer leur contrôle sur toute la marche de la société.

Les anticapitalistes ne pourraient soutenir ou participer à un gouvernement que s'il rompait avec la politique définie par le pacte budgétaire, avec l'austérité, que s'il garantissait les droits du monde du travail en refusant de payer la dette, en interdisant les licenciements et en créant des centaines de milliers d'emplois, que s'il s'engageait dans le soutien aux mobilisations du monde du travail en France comme en Europe, que s'il engageait une sortie du nucléaire et la diminution de l'utilisation des énergies fossiles. Un tel gouvernement serait le produit de luttes du monde du travail et de la jeunesse, il en serait l'expression politique. Il agirait pour construire une autre Europe, celle de la coopération des travailleurs et des peuples.

Il refuserait de payer la dette, avec l'exigence d'un audit populaire en vue de son annulation. Il ne saurait s'agir de simples allègements comme ceux qu'ont décidés les créanciers de la Grèce. Ceux-ci ne visent qu'à maintenir en vie le débiteur pour continuer à le saigner. Il s'agit, au contraire, de prendre le mal à la racine pour en finir avec la soumission des États aux intérêts de l'aristocratie financière.

Les formes concrètes que pourrait prendre un tel gouvernement ne peuvent être aujourd'hui anticipées, mais le développement de la crise met cette question politique à l'ordre du jour. Nous la soumettons publiquement à la discussion.

Un tel bouleversement peut commencer à l'échelle nationale, mais il ne pourra rester enfermé dans le cadre des frontières, il s'étendra à toute l'Europe. Il participera d'un mouvement qui a déjà commencé en Grèce, au Portugal, en Espagne à travers lequel les travailleurs et les peuples posent leurs exigences sociales, pour ouvrir la perspective des États Unis socialistes d'Europe.

## **12) EN FINIR AVEC LE CAPITALISME VERS LE SOCIALISME**

La crise globale dans laquelle la politique des classes dominantes plonge l'ensemble de la planète pose le problème de l'organisation internationale du travail non seulement au niveau de l'Europe, mais au-delà à l'échelle du monde. En finir avec le parasitisme globalisé des classes capitalistes qui ruine les peuples, engendre le militarisme et la guerre, implique la nécessité d'une société qui rompe avec la propriété privée capitaliste, la logique du profit, où ce soit ceux qui produisent les richesses tant matérielles qu'intellectuelles qui exercent leur contrôle, leur pouvoir démocratique. Le « bien commun » et le « bien vivre » qui constituent les objectifs d'une société écosocialiste qui respecte les équilibres écologiques de la planète, exigent de redonner un caractère central à la planification démocratique à tous les échelons de la société.

Nous revendiquons haut et fort le projet d'une société égalitaire et émancipatrice, débarrassée de toute exploitation et de toute oppression, permettant à chacunE de participer aux décisions, réalisant l'épanouissement de toutEs.

# UN PARTI ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE LARGE ET OUVERT

*La discussion sur l'identité du NPA est rendue indispensable par la crise qui a affecté notre parti.*

*Les raisons de cette crise sont à analyser et font débat entre le poids relatif de raisons extérieures (évolution de la situation politique, émergence du Front de Gauche...) et des raisons internes (crise de direction, adéquation de notre fonctionnement et de nos interventions à notre projet). Ce débat, amorcé pendant le congrès dans la discussion sur le bilan, doit se poursuivre après. Il ne doit cependant pas empêcher de se retrouver autour des idées fondamentales et des orientations qui permettent de remettre le parti en état de marche.*

## UN PARTI ANTICAPITALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE, LARGE ET OUVERT

Les principes fondateurs du NPA définissaient un parti qui se donne pour objectif de regrouper les anticapitalistes sur une base d'indépendance vis-à-vis des institutions et des partis qui les gèrent, pour une transformation révolutionnaire de la société.

Ils définissaient le NPA comme un parti pour le socialisme, féministe, écologiste, internationaliste, démocratique, large et aussi, de façon assez claire, révolutionnaire : « *Il n'est pas possible de mettre l'État et les institutions actuelles au service d'une transformation politique et sociale. Ces organismes, rodés à la défense des intérêts de la bourgeoisie, doivent être renversés pour fonder de nouvelles institutions au service et sous le contrôle des travailleurs et de la population (...). Une domination de classe ne peut pas être éliminée par voie de réformes (...). Il faudra une révolution sociale pour abattre le capitalisme.* »

Ce texte conserve, pour l'essentiel, toute son actualité même s'il fut et demeure l'objet d'interprétations différentes. Aujourd'hui, en continuité avec lui, nous avons besoin collectivement de redéfinir la démarche qui nous rassemble. Le NPA s'est créé en tant que parti processus qui préciserait ses contours sur la base d'expériences pratiques et de débats communs.

Nous avons aujourd'hui à préciser notre projet commun à la lumière des 4 années passées depuis le congrès de fondation, à partir d'une compréhension commune de la période et des tâches qui en découlent, mais aussi de l'analyse de nos faiblesses, carences et erreurs.

Il nous faut redonner sa cohérence à notre orientation, à notre démarche dans nos textes, notre politique au quotidien, nos interventions sur le terrain des luttes ou électoral, affirmer notre identité unitaire, démocratique, révolutionnaire.

Ce vaste travail collectif prend appui sur le travail accumulé, malgré les faiblesses et les difficultés, par l'ensemble des militantEs en particulier durant la campagne de la présidentielle, qui a montré les possibilités de nous mettre collectivement en mouvement. Après des mois de difficiles débats internes, sur fond de dynamique de scission, elle a permis au NPA de se rassembler autour d'une campagne tournée vers l'extérieur.

## ASSUMER NOTRE INDÉPENDANCE EN TANT QUE PARTI POUR LA TRANSFORMATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA SOCIÉTÉ

Nous réaffirmons la nécessité de construire un parti anticapitaliste indépendant des réformistes. Non par sectarisme, mais parce que nous avons des objectifs politiques et stratégiques différents, qui ont des conséquences très concrètes sur notre pratique militante. Le Front de gauche, qui prône le changement « par les urnes », ne porte pas une perspective anticapitaliste, il ramène la combativité dans le giron institutionnel et ne défend ni la convergence des luttes, ni leur autoorganisation.

Nous voulons construire un parti qui se prépare aux confrontations de classe à venir, qui soit en mesure d'influencer les luttes et de leur permettre de remporter des victoires, qui ordonne toute son intervention en fonction d'un objectif stratégique : la conquête de la démocratie, la prise du pouvoir par exploitésEs, les opprimésEs.

Il s'agit de porter, d'oser affirmer notre projet, nos réponses à la crise, la mise en œuvre d'un programme transitoire, une politique de front unique, qui, partant des besoins de la population, pose la question du pouvoir, d'un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations. Cette orientation s'appuie sur la mobilisation et l'émancipation des travailleurs et des opprimés concrétisée, dès que les conditions sont réunies, par des expériences de contrôle des salariés sur l'économie et l'auto-organisation sociale, dans la perspective d'une démocratie socialiste.

Cette perspective est indissociable de la volonté de regrouper les anticapitalistes.

## CRÉER LES CONDITIONS DE LA MISE EN ŒUVRE DE NOTRE PROJET

En poursuivant cet objectif, nous avons voulu dépasser les limites du mouvement révolutionnaire contraint pendant une longue période d'agir comme opposant aux vieilles organisations du mouvement ouvrier.

Nous avons voulu construire un parti qui soit un creuset où puissent cohabiter des traditions différentes, où puissent se confronter leurs conceptions, dans le cadre d'un projet commun, afin de se dégager des clivages artificiels, définir à chaque étape ce qui nous rassemble, permettre la discussion fraternelle des points de désaccords. Cette conception de la démocratie, qui a été mise à mal par les tensions nées de la crise du parti, nous semble indispensable pour pouvoir s'implanter dans le monde du travail, les quartiers populaires et la jeunesse.

Le parti que nous voulons construire ne peut manquer d'être attentif à tous les signaux qui nous autorisent à penser que le monde de demain est en germe dans la décomposition du monde d'aujourd'hui : il en va ainsi de l'émergence de mouvements sociaux dont certains témoignent de l'apparition de nouvelles formes de luttes, parfois du déclenchement de processus révolutionnaires dont les limites, voire les impasses représentent toujours un

enseignement, de combats « petits » ou grands dont la valeur d'exemple nous ouvre constamment de nouvelles pistes.

Notre parti est ouvert, il veut rassembler largement, il est indispensable que tous ceux qui en partagent le programme puissent y trouver leur place, quel que soit leur niveau d'engagement. Il se nourrit de leurs retours d'expériences; il ne cesse d'avancer qu'à partir des débats et des bilans que ces échanges d'expériences permettent de dresser en permanence et pas seulement à l'occasion de ses Congrès. Il recherche en permanence à impliquer activement dans ses débats comme dans ses interventions toutes ses membres.

Cela ne l'empêche pas de rechercher la plus grande efficacité possible en particulier pour agir au quotidien dans le monde du travail, les quartiers populaires et la jeunesse et intervenir dans les mobilisations.

### **UN PARTI À MÊME DE METTRE EN ŒUVRE UNE POLITIQUE POUR L'ACTION ET LES MOBILISATIONS**

Le NPA doit intervenir sur tous les terrains de l'action politique, des luttes ouvrières et populaires aux confrontations idéologiques comme sur le terrain des élections ou dans le cadre des institutions. Dans les combats des salariés au sein des entreprises comme dans toutes les mobilisations, démocratiques, écologistes, féministes, internationalistes ou antiracistes, nous entendons être le fer de lance d'une opposition de gauche au gouvernement Hollande-Ayrault, et agir pour regrouper sur cette base le plus largement possible.

Nous menons des campagnes visant à développer nos propositions et notre programme : des mesures immédiates, démocratiques et transitoires qui, partant des besoins des travailleurs et de la population, posent la question du pouvoir, de notre projet de société socialiste et des moyens d'y parvenir. De telles campagnes doivent donner une cohérence à l'intervention du parti à travers un matériel national (tracts, affiches, brochures...) et une intervention commune (participation aux luttes, réunions publiques, meetings).

Le parti que nous construisons ne se contente pas d'analyses et de prises de positions générales, mais place son intervention sur le terrain des luttes au cœur de ses réflexions et de sa structuration. Jusqu'à pré-

sent, le NPA n'a pas été suffisamment un outil au service de ses militants, les aidant à intervenir dans leurs milieux respectifs, à défendre une orientation dans leurs organisations de masse.

Le NPA se construit en cherchant à s'implanter dans les entreprises, les quartiers populaires et la jeunesse. Il nous faut recenser l'ensemble de nos interventions et de nos moyens. Pour cela, il est nécessaire d'avoir des structures nationales et locales qui en plus de coordonner les activités du parti, peuvent impulser une politique sur la base de la discussion de notre intervention propre, mais aussi de notre intervention de masse.

### **COMBINER UNITÉ ET INDÉPENDANCE**

La question de l'unité a souvent animé nos débats. Nous avons évidemment pour but l'unification de notre camp social. Pour mettre en action le plus grand nombre, nous œuvrons à l'unité des organisations issues du mouvement ouvrier et de l'ensemble du mouvement social. Nous nous adressons à toutes ses forces pour prendre sur le terrain des mobilisations des initiatives qui aident au développement des luttes. Condition pour arracher des victoires, cette unité est aussi un outil essentiel pour permettre des déchantations et ruptures avec les organisations réformistes.

Elle est cependant impossible sans indépendance par rapport au patronat et à l'État. C'est notamment pourquoi le combat contre les politiques de « diagnostic partagé » et de « dialogue social » avec le gouvernement et le Medef, pour l'indépendance des travailleurs et de leurs organisations syndicales, est une dimension permanente de notre intervention.

### **COORDONNER, CENTRALISER, IMPULSER LES INITIATIVES**

Pour mettre en œuvre une orientation, il est nécessaire d'avoir une direction nationale, mais aussi des directions intermédiaires (départementales ou de ville, les différentes commissions, secteur jeune...) élues aussi fréquemment que possible. Leur rôle est de proposer et de coordonner les activités des structures et des militantEs du parti et de stimuler l'échange des expériences et de débats pour créer les conditions d'une pratique commune.

Notre parti se veut un instrument souple et dynamique de centralisation et de mu-

tualisation des expériences, des interventions des militantEs. Notre démocratie interne se définit par un contenu militant réel. Elle est un outil pour l'efficacité, un outil au service des militantEs pour les aider à intervenir dans leurs milieux respectifs : lieux de travail et d'étude, syndicats, associations, collectifs...

### **UNE INDISPENSABLE ÉLABORATION COLLECTIVE**

En cette période de transformation, de basculement du monde, de rupture, nous avons devant nous un large travail pour appréhender la nouvelle réalité des rapports entre les classes afin de donner leurs fondements à nos perspectives et aborder les questions stratégiques. Sans doute nos difficultés, comme celles de l'ensemble du mouvement anticapitaliste à l'échelle internationale, résident dans la difficulté à élaborer une compréhension globale et cohérente de la période.

Relancer le projet du NPA, donner à notre parti un nouvel élan, suppose de créer les conditions pour qu'à tous les niveaux du parti, et en particulier de ses directions, puisse se mener, sur la base de l'engagement militant pour notre projet commun, un travail collectif d'élaboration politique. Il est vital pour cela que la confrontation indispensable des points de vue, dans le cadre d'une solidarité de parti fondée sur notre projet commun, prenne le pas sur les clivages trop souvent artificiels des luttes fractionnelles. Ce travail est indissociable d'une réelle politique de formation.

### **UN PARTI INTERNATIONALISME ENGAGÉ DANS LE MOUVEMENT ANTICAPITALISTE EUROPÉEN**

Notre projet, programme, notre politique, notre travail d'élaboration pratique et militant s'inscrivent dans une démarche internationaliste qui conçoit les luttes d'émancipation comme globalisées, mondialisées. La politique de regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires n'est pas une démarche hexagonale, mais se nourrit des contacts et échanges que nous développons avec l'ensemble du mouvement dans la mesure de nos modestes forces. En particulier là où nos responsabilités sont le plus directement engagées, au niveau européen.

# MOTION CNIF

La Commission nationale d'intervention féministe a produit pour le Congrès 2013 une résolution féministe à fenêtres contradictoires.

Cette résolution et ces fenêtres ont été diversement interprétées par les comités, et ont donné lieu à plusieurs motions locales demandant le report du positionnement final du NPA sur les questions traitées, afin de ménager des conditions de débat plus satisfaisantes. La CNIF elle-même, au moment de l'élaboration collective de cette résolution, avait établi que si les votes exprimés étaient inférieurs à 50%, les fenêtres concernées ne constitueraient pas un mandat unanime et définitif. Enfin, des erreurs de mise en page dans le bulletin et le PV-type ont déclenché des problèmes de compréhension.

Il faut tenir compte de cela pour analyser les votes :

Fenêtre 1. P1.A : Pour : 683 Contre : 101 Abst : 206 NPPV : 451

Fenêtre 1. P1. B. : Pour : 657 Contre : 66 Abst : 249 NPPV : 451

Fenêtre 2. V1 : 413 - V2 : 582, Abst : 183 NPPV : 283

Fenêtre 3.1 : V1 : 342 - V2 : 481, Abst :

273 NPPV : 347

Fenêtre 3.2. : V1 : 310 - V2 : 328, Abst : 300 NPPV : 499

Si la V2 est majoritaire, vote sur le V2B : Pour : 116 Contre : 80 Abst : 182 NPPV : 280

Texte global (voté parfois avec les fenêtres majoritaires localement, parfois sans) : Pour : 791 Contre : 15 Abst : 175 NPPV : 301

Par ailleurs, il est à signaler que le renouvellement de la CNIF est inverse à ces résultats : en effet, sur 27 candidatures, 12 sont des camarades défendant la version 2 de la fenêtre 2 (majoritaire dans le parti) et 14 des camarades défendant la version 1 (et 1 abstention).

En conséquence, la CNIF demande à ce que le congrès enregistre les votes locaux en tant que tels et adopte donc la résolution uniquement dans ses parties communes. A cette étape, il ne s'agit pas de trancher les débats qui nous animent, mais de partir des résultats des congrès locaux (tenant compte également du taux important d'abstentions et NPPV) pour poursuivre les discussions et l'élaboration collective.

La CNIF demande à la direction de fixer un calendrier prévisionnel pour que ces discussions se tiennent avant la fin de l'année 2013. D'ici là l'orientation féministe du NPA est encadrée par les votes locaux.

Intégration sans vote : Ajout à la Résolution en page 41, côté droit, avant la dernière phrase (donc après la ligne 47) de :

« Dans la tenue des réunions des différentes instances qui existent au sein du NPA, plusieurs choses pourraient être systématisées :

- Systématisation des formations sur le féminisme
- Mise en place de vraies solutions pour les gardes d'enfants
- Féminisation des propos
- Alternance hommes/femmes pour les prises de parole avec minutage
- En finir avec la répartition genrée des tâches »

Pour info, Il s'agit de l'appel adopté lors des Rencontres féministes organisées par le NPA les 10 et 11 décembre 2011 intitulé « propos et comportements sexistes dans le npa : cela suffit ! ».

# RÉSOLUTION FÉMINISTE

## L-SITUATION POLITIQUE

Dans le contexte de crise les politiques d'austérité entraînent la casse de la protection sociale, des milliers de suppressions de postes dans la Fonction Publique et la détérioration des services publics. Les femmes en subissent en premier lieu les conséquences.

De nombreux centres IVG ont déjà fermé, rendant l'accès à l'avortement de plus en plus difficile. La pénurie grave de places en crèche impacte la possibilité pour les femmes de travailler. Les femmes représentent aujourd'hui près de 60 % des fonctionnaires, en particulier dans l'éducation, la santé (77 %) ou l'administration publique (près de 600 000 emplois, soit 73 % des employé-e-s) : les femmes seront donc les premières touchées par les réductions de postes de la fonction publique.

Les luttes actuelles (PSA, Doux...) se

concentrent sur la perte d'emplois masculins. Or, dans ces secteurs industriels, des emplois féminins directs et indirects sont également menacés. Les femmes sont majoritaires dans la restauration collective, notamment des entreprises, et elles représentent 70 % des agents d'entretien et plus de 40 % des salarié-e-s du secteur des services aux entreprises. Le secteur du commerce, dont 80 % des employé-e-s sont des femmes, sera immanquablement touché par la crise. Dans la distribution, 95 % des caissières sont des caissières, précarisées par les temps partiels, et déjà Carrefour annonce des milliers de licenciements. La crise commence à toucher également le secteur tertiaire en particulier les aides à domicile où les femmes travaillent majoritairement avec des heures découpées et sans formation (l'aide étant une compétence sous-entendue « innée » pour les femmes).

En 2009, c'est le taux de chômage des hommes

qui a le plus augmenté car les secteurs industriels ont été les premiers touchés, mais le petit regain d'activité qui a suivi leur a davantage bénéficié, alors que le taux de chômage des femmes à lui continué à augmenter. Fin 2010, le taux de chômage des femmes était supérieur à celui des hommes de 1,4 point, avec 1 354 000 chômeuses et 1 275 000 chômeurs. Les femmes représentent toujours plus de 80 % des temps partiels, souvent imposés avec des heures inconfortables (tôt le matin et tard le soir). Elles sont toujours une variable d'ajustement pour le capitalisme.

Dans ce contexte, l'arrivée du nouveau gouvernement a permis quelques avancées : remboursement à 100 % de l'IVG, de la contraception pour les jeunes femmes, l'adoption d'une nouvelle loi sur le harcèlement sexuel, le projet de mariage pour les personnes de même sexe et la mise en place d'un ministère des droits des femmes. Mais ces mesures ne s'accompagnent

pour l'instant ni de la volonté ni des moyens de changer vraiment les choses : pas de réouvertures de centres IVG, pas de droit à la procréation médicalement assistée pour les lesbiennes, pas de véritable loi-cadre contre les violences, pas de régularisation massive des sans-papiers (qui bénéficierait en particulier aux femmes victimes de violences ou des réseaux de traite)...

Parallèlement à l'arrivée de la gauche au pouvoir, les mouvements de droite extrême et d'extrême droite (SOS-Tout petits, Alliance Vita, Civitas...) continuent à occuper le terrain contre le mariage des homosexuel-le-s, contre l'avortement, pour le retour à l'ordre moral...

La montée des idées racistes (renforcées par les politiques menées par la droite, mais aussi, souvent, par la gauche au pouvoir), touchent en particulier les femmes d'origines immigrées qui subissent une double oppression raciste et sexiste. Les femmes musulmanes sont particulièrement stigmatisées et la gauche n'est pas revenue sur les lois racistes mises en place par les précédents gouvernements.

L'aggravation de la crise et la montée des idées réactionnaires ne se limitent pas à la France. Dans le monde entier, et en Europe en particulier, les femmes subissent de plein fouet la dégradation de la situation sociale et politique : c'est ce qu'ont dénoncé les féministes européennes au cours de leur tournée de meeting à la fin de l'année 2012.

Dans ce contexte, l'autonomie économique des femmes est davantage remise en cause, aggravant leur dépendance vis-à-vis des hommes. Elles n'ont souvent pas d'échappatoire et sont contraintes de rester dans les cadres familiaux et conjugaux même si elles y subissent des violences (dont les viols conjugaux). Les réseaux mafieux profitent des situations dramatiques des femmes du Sud pour les prostituer dans les pays du Nord. Ces situations de marchandisation et de violences poussées à l'extrême sont un des aspects les plus révoltants de l'imbrication entre capitalisme et patriarcat.

## **II. ÉLÉMENTS POUR UNE ORIENTATION FÉMINISTE**

### **A. NOS PRINCIPAUX AXES D'INTERVENTION**

Notre texte d'orientation général propose 3 axes principaux d'intervention auxquels nous devons intégrer la dimension de genre : contre l'austérité, pour l'emploi, contre l'offensive réactionnaire.

Contre l'austérité, 2 angles : pour les services

publics et contre les suppressions de postes. Nous demandons la réouverture de tous les centres IVG fermés et l'ouverture de nouveaux CIVG dans les hôpitaux de toutes les villes encore dépourvues, et l'ouverture de places de crèche à la hauteur des besoins. Contre les violences (psychologiques, physiques, sexuelles), augmentation des subventions aux associations d'aide aux victimes, développement des foyers d'accueil pour les femmes et au besoin leurs enfants, ainsi que pour les jeunes LGBTI. Il faut également des moyens pour développer une éducation non sexiste à l'école, mais aussi dans toutes les structures accueillant des jeunes.

L'État doit créer des emplois de titulaires dans tous les secteurs où les besoins se font sentir, petite enfance, éducation et santé en particulier, emplois dont on sait qu'ils sont majoritairement féminins et dont l'absence retombe d'abord sur les femmes. Dans le privé, il faut imposer l'égalité des salaires, l'interdiction des temps partiels imposés, la transformation des contrats précaires en CDI... tout ceci permettra aux femmes de gagner leur autonomie économique, et de ne pas être les premières à être renvoyées au foyer dans un contexte de chômage de masse.

Les femmes en emploi étant les plus précaires et les plus soumises aux maladies professionnelles, aux TMS, au harcèlement, il faut une politique volontariste de syndicalisation et d'organisation partout où cela est possible (et dans l'ensemble de nos cadres). Nous devons également œuvrer à un féminisme syndical unitaire, comme lors des rencontres intersyndicales CGT-Solidaires-FSU.

Contre toutes les politiques et les idées réactionnaires, nous voulons l'égalité des droits pour toutes et tous, français-e-s/immigré-e-s, LGBTI/hétéro, marié-e-s/PACsé-e-s/en couples libres. Ce sont des conditions nécessaires pour que nous puissions nous épanouir et jouir en toute liberté, en particulier les femmes.

Face à la crise mondiale, la solidarité internationale est incontournable : solidarité avec les femmes des révolutions arabes, avec les femmes migrantes, les femmes victimes de violences notamment dans les zones de conflits armés, avec les femmes grecques, espagnoles ou portugaises contre les plans d'austérité, pour la régularisation de touTEs les sans-papiers...

Si les problématiques féministes doivent traverser toutes nos interventions, nous devons aussi porter une attention particulière à la préparation par tou-te-s de l'organisation des échéances spécifiques (25 novembre, 8 mars...). Un travail d'analyse et d'élaboration

doit être mené en lien avec les autres commissions et en particulier les commissions santé, antifasciste, antiraciste, LGBTI, d'intervention sur les lieux de travail. La rédaction des communiqués de presse, de notre matériel propre, d'articles pour TEAN hebdo et revue doit être animée par la CNIF puis débattues et votées si nécessaire par les instances décisionnelles du NPA (CPN et dans l'impossibilité le CE).

### **B. NOTRE INTERVENTION DANS LE MOUVEMENT FÉMINISTE : UN MOUVEMENT DIVISÉ, MAIS AUSSI RENOUVÉ**

Le mouvement féministe est aujourd'hui affaibli et divisé dans ses cadres et par des débats clivants. Les militant-e-s du NPA sont investi-e-s dans des cadres très variés, associatifs (CNDF, Planning familial, collectif parisien 8 mars pour toutes, Marche mondiale des femmes, Osez le féminisme, La barbe, collectifs de facs...) et/ou syndicaux. À l'intérieur de ces structures, nous défendons notre orientation féministe dans le respect de leur indépendance. Les réalités locales sont très variables, mais les critères de choix pour s'investir ici ou là sont partout les mêmes : structures ayant une intervention à destination d'un public large, s'adressant au-delà des cercles militants, ayant une implantation locale, capable de mobiliser et dont l'orientation ne présente pas d'incompatibilité avec la nôtre. Lors des mobilisations nous essayons de nous inscrire autant que possible dans des cadres unitaires larges, en essayant de convaincre au besoin. En cas de désaccord trop important, nous pourrions être contraint-e-s de ne pas signer certains appels. Dans tous les cas, le NPA doit se donner les moyens d'avoir sa propre apparition.

Les débats qui traversent aujourd'hui les organisations du mouvement féministe traversent également notre parti. Si ces débats peuvent être importants et intéressants, ils ne doivent pas nous paralyser au regard de l'urgence du combat féministe. En tant qu'organisation politique, nous devons chercher à élaborer collectivement notre propre orientation en tentant de dépasser ces clivages. C'est pourquoi nous proposons d'aborder rapidement les deux principaux débats du moment

Enfin nous considérons la lesbophobie comme une forme aggravée d'homophobie, qui combine homophobie et oppression des femmes.

Sur la prostitution, nous considérons qu'elle constitue la forme extrême de la rencontre entre le patriarcat et le capitalisme.

Nous revendiquons la mise en place de moyens

humains et matériels pour permettre à celles et ceux qui veulent sortir du système prostitutionnel de pouvoir le faire et nous défendons notamment plusieurs axes et mesures concrètes :

La suppression de toutes les mesures répressives à l'encontre des prostituées (dont le racolage passif — loi LSI de mars 2003).

La mise en place de tous les moyens sociaux et financiers nécessaires afin de garantir la protection, l'accompagnement et la réinsertion sociale et professionnelle des prostituées y compris étrangères.

La régularisation de tout-e-s les sans-papiers et donc des prostituées sans papiers

Une formation spécifique pour l'ensemble des personnes qui assureront ce travail d'accompagnement, de protection et de réinsertion.

Le renforcement de la lutte contre le proxénétisme et les réseaux internationaux de prostitution.

Une politique ambitieuse d'éducation à une sexualité libre et respectueuse de l'autre, contre le sexisme et pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Seule une politique volontariste qui applique simultanément l'ensemble de ces différents points pourra sur le long terme produire des résultats.

### III. LES QUESTIONS INTERNES

Le NPA n'est pas hors de la société; les rapports de domination, d'oppression et d'exploitation sexistes, racistes, homophobes s'y reproduisent. Et la situation politique actuelle y a un impact également. Nous considérons comme urgent d'alerter l'ensemble des camarades sur les départs disproportionnés de femmes et les problèmes de sexisme interne. La proportion de femmes, leur place dans les directions, la répartition des tâches, les modes de débats, les propos sexistes récurrents, doivent être partout l'objet d'une réflexion collective.

La réflexion entamée sur le fonctionnement de notre parti doit prendre en compte

les oppressions spécifiques et les dominations existant au sein de celui-ci (genre, âge, expérience, rapport à l'écrit...). Nous devons développer la prise en compte de ces problématiques dans la formation (en incluant les femmes et les jeunes dans la commission nationale de formation, en produisant du matériel, en finançant les trajets de formatrices pour répondre aux demandes...).

Dans la tenue des réunions des différentes instances qui existent au sein du NPA, plusieurs choses pourraient être systématisées :

- Systématisation des formations sur le féminisme
- Mise en place de vraies solutions pour les gardes d'enfants
- Féminisation des propos
- Alternance hommes/femmes pour les prises de parole avec minutage
- En finir avec la répartition genrée des tâches

Enfin, la commission nationale d'intervention féministe est mandatée pour animer l'intervention féministe du parti.

## MOTION SUR LE SYSTÈME DE COMMUNICATION

Notre système de presse et de communication est un instrument central dans la bataille politique comme cadre d'élaboration, de discussion et de diffusion de nos idées et de notre politique. C'est aussi un élément essentiel dans la construction du NPA et dans sa capacité à aider à l'émergence d'une nouvelle conscience de classe anticapitaliste et révolutionnaire.

Depuis le congrès de fondation, ce système de communication s'articule autour de trois supports essentiels et complémentaires, supports qui devraient fonctionner en synergie :

- Un site qui constitue, à l'heure de la révolution internet, un élément important de notre communication. Il ne s'agit pas seulement du portail de l'organisation mais d'une publication en tant que telle. Le site est notamment chargé au quotidien de la réactivité à l'actualité, et héberge des vidéos, du matériel militant, des communiqués, des articles de presse... Il doit être vivant et organisé, mettant pleinement à profit l'absence des contraintes liées à la diffusion papier.

- Un journal hebdomadaire sous forme papier, essentiellement diffusé par le biais des

abonnements et de la vente militante. Un journal accessible et facile à lire, structurant et nourrissant l'intervention politique, traitant de l'actualité et des campagnes du parti. Il doit donner une vision d'ensemble du parti pour renforcer sa cohésion autour d'un socle commun. Il remplit des fonctions essentielles dont un site web est incapable : le contact humain, la possibilité d'aller vers les gens, de choisir à qui on s'adresse, d'échanger de vive voix pendant et après une vente... Le site et le journal sont fortement connectés du point de vue du contenu, l'hebdomadaire étant à l'heure actuelle la source première d'enrichissement du site.

- Une revue mensuelle en direction des militantEs et du milieu proche, pour approfondir les sujets, nourrir la réflexion, discuter des bouleversements en cours dans le monde, les analyser, et avancer dans l'élaboration d'une stratégie pour les anticapitalistes et les révolutionnaires. La revue doit devenir plus accessible et visible sur le site internet. Elle devrait aussi devenir davantage un outil militant pour les comités.

Cet ensemble a été percuté par les dif-

ficultés générales du NPA depuis sa fondation. Cela a eu en particulier des effets sur la diffusion toujours trop faible de nos publications, et un affaiblissement qui s'est accéléré depuis l'été 2011 avec la crise qui a conduit au départ de la Gauche Anticapitaliste. Cette baisse de diffusion doit aussi se comprendre dans un contexte général de crise de la presse écrite.

Ces derniers mois, une amélioration perceptible de notre hebdomadaire et de notre revue a été engagée (amélioration de la maquette, lisibilité des articles...). Des efforts ont également été entrepris pour assurer la continuité de notre site.

Ces efforts doivent être poursuivis et amplifiés. Pour cela, le développement de notre presse et nos moyens de communication doivent devenir plus largement une préoccupation collective, pour en faire les instruments privilégiés de notre combat politique. En ce sens, le congrès du NPA décide :

- le maintien de notre système actuel autour de l'articulation site internet / journal hebdomadaire / revue mensuelle.
- la refonte du site et le développement

de la lettre électronique du NPA destinée à nos sympathisantEs, qui doit avoir une régularité hebdomadaire.

- une nouvelle formule de l'hebdomadaire amplifiant les modifications déjà engagées.

- des améliorations substantielles de la maquette de la revue.

- la discussion par le CPN d'un changement de nom pour les deux publications et des modalités de cette prise de décision

- la mise en place d'une équipe communication de six membres - issus des comités de rédaction de l'hebdomadaire et de la revue, et de l'équipe du site internet - pour coordonner notre système de communication. Ce comité travaillera en lien avec la direction du parti, le CPN et le CE, et gèrera aussi les questions

pratiques liées à Rotographie avec laquelle le NPA souhaite continuer à entretenir des relations privilégiées.

Renforcer le journal et la revue et leur diffusion demande que l'ensemble des camarades y accorde une attention particulière, tant du point de vue de l'information en lien avec l'ensemble du mouvement social que de sa diffusion.

Chaque département, grosse ville, commission et secteur du NPA doit œuvrer à l'émergence de véritables correspondantEs régulierEs de notre presse en lien direct avec les rédactions. Ce réseau devra permettre d'alimenter notre presse et notre site, en relation avec les publications ou sites locaux.

Chaque département, grosse ville, commission et secteur du NPA doit aussi se doter d'unE responsable politique de la diffusion de la presse, qui organisera les campagnes d'abonnement et jouera un rôle d'animation et d'impulsion des ventes militantes.

L'équipe communication s'inscrira dans les cadres de travail plus globaux concernant l'organisation et la construction du NPA (rencontres nationales diverses, etc.). En liaison avec les différents comités de rédaction et la diffusion nationale, elle suivra l'évolution de notre système de communication et fera en particulier des bilans réguliers du développement de notre presse - contenu, abonnements et diffusion militante - devant le CPN et les comités.

## RÉVOLTE ET POLITISATION DANS LES QUARTIERS POPULAIRES : NOTRE RÔLE

Des politiques discriminatoires ont frappé la population des banlieues depuis la période post coloniale jusqu'au Sarkozysme en passant par le Mitterrandisme où l'on a écarté les préoccupations et besoins de cette fraction de la classe ouvrière. Les révoltes déclenchées par des violences policières allant jusqu'à tuer nos jeunes, ont été instrumentalisées par tous les pouvoirs successifs depuis les années 70 afin d'occulter les questions sociales. En réalité, cette violence d'Etat intervient dans un contexte de crise économique. Les travailleurs immigrés ont été la cible principale, et c'est dans les QP que l'on connaît les plus forts taux de chômage.

« La Marche pour l'Égalité » a été une riposte des quartiers populaires. Cette appellation entend rompre radicalement avec celle de « quartiers sensibles » qu'utilisait le gouvernement socialiste. La ghettoïsation des banlieues rendait facile la criminalisation d'une population perçue comme ennemie intérieur ou classe dangereuse. C'est une conséquence des fermetures d'usines, de commerces, de services et le départ d'une partie plus aisée de la population. En même temps que la désertification des banlieues se creusait un fossé : les des QP ont été isolées par le désengagement de la gauche syndicale et politique.

La tâche du NPA est alors d'œuvrer à réunifier la classe ouvrière. Le NPA reste lucide

qu'il n'a pas d'ancrage réel dans les QP, sauf exceptions. Il doit permettre aux militant-e-s qui subissent ces oppressions de s'organiser socialement et politiquement.

Le NPA doit réfléchir au choc des cultures militantes et au fossé socio-spatial entre les luttes des QP et la gauche traditionnelle. Il s'agit de combler ceci par le partage d'expérience et l'écoute politique.

Mais c'est surtout par le recrutement dans les quartiers, c'est par leur présence, leurs expériences et leur engagement dans nos rang que le NPA renforcera positivement son rapport politique aux quartiers et à leurs habitants. C'est par l'organisation de militant-e-s dans les luttes prioritaires des quartiers : contre le racisme d'Etat, les violences policières, les discriminations à l'embauche et au logement, les combats anti-carcéraux, la justice et le respect pour les chibanis etc.

En effet c'est concrètement que doit se poser l'organisation des habitants des quartiers dans le parti.

Le NPA doit permettre la rencontre à tous les niveaux des camarades qui vivent et subissent l'oppression dans les QP, quelque soit leur sexe, origine ou couleur de peau, lors des réunions du parti. Puis mutualiser les réflexions de ces rencontres avec tous les camarades impliqués dans ce travail pour le NPA. Il s'agit ainsi de surmonter, comme on s'en préoccupe pour les rapports hommes/

femmes, les sentiments d'exclusions et de domination qui évoquent l'expérience vécue dans le rapport à l'Etat (justice, école etc.).

Comprenant la nécessité de décloisonner nos pratiques militantes et permettre un échange réciproque entre le NPA et les expériences politiques issues des QP, nous travaillons, lorsque c'est possible, à construire des cadres de réflexion et d'action ouverts aux sympathisants, notamment autour des commissions QP.

L'orientation politique se fait bien sur dans les instances du NPA en prenant garde à ne pas « casser » les camarades mis en avant. La commission QP, elle, organise tous les militant-e-s du NPA qui interviennent ou veulent intervenir en direction des QP.

Seul un mouvement d'ensemble permettra aux QP de construire un réel rapport de force pour construire une alternative politique et rebondir sur les révoltes des banlieues de 2005. Le NPA doit rechercher le débat et impulser des actions communes, nationales et internationales contre les violences policières, le racisme, la casse sociale, avec le FSQP, le PIR, les réseaux et associations implantés dans les QP.

Ceci se fera en s'impliquant dans l'ensemble des campagnes permettant de mener ces batailles :

- les luttes anti-carcérales et sa campagne nationale
- les comités locaux contre les violences

policieres et son réseau national

- mobilisation et comités locaux contre les exclusions et violences racistes, notamment islamophobes

- la campagne « Devoir d'insolence » en soutien à Saïd Bouamama et Saïdou de ZEP

- dans la déclinaison des campagnes nationales du NPA : la lutte contre l'austérité et les campagnes sur les questions sociales, en parti-

culier sur l'emploi, la précarité, le logement ..

- les initiatives de réflexion et d'action autour de la citoyenneté, la lutte contre le clientélisme, les campagnes contre les cas de répression politique.

Pour mettre en œuvre ces objectifs, mutualiser nos expériences, débattre, inciter des camarades à mener une activité QP

(etc.), le NPA et sa commission QP se dotent d'un bulletin « Quartiers en lutte » régulier et dont les modalités de mise en place restent à préciser et à expérimenter. Sa rédaction sera assurée en lien avec d'autres commissions, la direction du NPA et, dans la mesure du possible, des sympathisants.

## PERSPECTIVES DE CONSTRUCTION

Pour les deux prochaines années, le NPA devra se reconstruire autour des quatre axes ci-dessous. Il mandate le CPN pour les mettre en œuvre en association avec l'ensemble des militant.e.s :

- Organisation, d'ici la fin de l'année 2013, d'une réunion nationale des comités. Cette échéance, non-décisionnelle, visera à ouvrir des espaces de discussion sans préalable de position de tendances, afin d'en faire un lieu de débat transversal. Cette échéance sera un moment central de la construction du parti. Les thèmes abordés seront à préciser par le CPN à partir, par exemple, de différentes propositions : projet de société et articulation avec nos mesures d'urgences, renouvellement des pratiques militantes, rapport aux institutions et aux élections, articulation des différentes luttes et de leurs stratégies ou encore modes d'interventions et d'implantations dans les luttes et le mouvement social. Une commission ad hoc sera mise en place après le congrès pour assurer la préparation. Cette commission se mettra au travail dès le premier CPN et impliquera l'ensemble des camarades qui le souhaitent.

- Le CPN coordonnera l'activité du NPA dans les luttes et les mouvements sociaux actuels. Il veillera à ce que le parti se tourne vers l'extérieur pour y améliorer son intervention dans les luttes et son implantation dans les secteurs clés de la population (monde du travail, jeunesse, quartiers populaires) :

- Sur l'emploi, contre les licenciements et les suppressions de postes, contre l'« accord national compétitivité », en organisant des réunions publiques dans les régions, en coordonnant l'activité des camarades intervenant sur ces questions en lien avec la CILT, afin d'intensifier la campagne emploi déjà engagée par le parti dans le sens d'une convergence des

mobilisations et des luttes. Le congrès appelle l'ensemble du parti à soutenir et à participer à toutes les initiatives qui iront dans sens.

- Sur l'égalité des droits : pour le droit de vote des étranger.e.s, pour la régularisation des sans-papiers, pour le droit à la PMA pour toutes les femmes et contre les offensives de la droite et de l'extrême-droite. Nous cherchons à organiser, avec d'autres forces si possible, des échéances de mobilisations pour gagner sur ces revendications. Nous réaffirmons notre combat contre l'oppression des femmes dans toutes nos activités, et nous engageons dans la préparation du 8 mars.

- Nous participerons et favoriserons tout ce qui permettra de reconstruire la lutte anti-raciste et antifasciste.

- Contre les projets productivistes et destructeurs (NDDL, TGV Lyon-Turin, EPR, etc.) en faisant le lien entre ces différentes luttes, en organisant l'affrontement avec le gouvernement. En dénonçant la politique d'austérité contre la population en opposition avec les dépenses énormes et inutiles au profit des grands groupes industriels. Nous devons préparer les rendez-vous marquants des mois à venir : chaîne humaine du 9 mars contre le nucléaire, week-ends du 11 mai et 2, 3, 4 août à Notre-Dame-des-Landes.

- Contre notre propre impérialisme, nous essayons de regrouper toutes les forces possibles pour organiser des rassemblements et des réunions publiques pour le retrait de toutes les forces françaises, notamment au Mali et en Afghanistan. Nous réaffirmons notre solidarité aux peuples palestinien et syrien, et notre soutien aux processus de révolution dans le monde arabe.

- Nous affirmons vouloir rendre concret notre internationalisme, en solidarité avec tous les peuples en lutte, en Grèce, en Espagne, en Afrique du Sud et partout ailleurs.

- Afin d'améliorer l'articulation de nos différents secteurs d'interventions, le CPN coordonnera et renforcera le travail des différentes commissions. Il s'assurera que leurs travaux parviennent aux comités et soient alimentés par eux, et il renforcera son lien avec ces commissions, car elles ne peuvent fixer la « ligne » du parti de manière autonome, ni prendre en charge à elles seules la mise en œuvre des questions dont elles s'occupent. Ce n'est qu'ensemble qu'ils pourront assurer un travail politique et militant de renforcement nos interventions dans les mouvements. Le CPN s'assurera que leurs travaux parviennent aux comités et soient alimentés par eux. Actuellement, cela concerne la CILT, la CNIF, les commissions LBGT, anti-raciste, antifasciste, quartiers populaires, internationale (et ses sous-commissions), écologie, santé, éducation nationale, GTE, ...

Le CPN doit également dynamiser les commissions œuvrant à la reconstruction du NPA sur différents points mis en avant par le congrès : formation, démocratie interne, rapport entre militant.e.s (commission formation, fonctionnement, ...).

- Tenue vers juin 2013 d'un CPN élargi, avec bulletins de discussions, en charge d'élaborer la politique du parti pour les échéances électorales de 2014 (municipales en mars et européennes en juin). Ce calendrier doit permettre de trancher rapidement sur les questions électorales afin que ce ne soit pas le débat et l'activité qui polarisent le parti jusqu'à ces échéances. Dans le cadre des grands axes programmatiques définis par le CPN, une attention particulière devra être apportée aux réalités locales et à l'expérimentation des comités pour les municipales. L'opportunité de participer à ces élections sera mise en débat en plus de la question des rapports avec les autres organisations politiques.

## **MOTION**

Pour permettre aux directions élues d'assumer de manière efficace les tâches qui leur incombent il est nécessaire d'assurer une certaine continuité des équipes afin d'assurer une transmission d'expériences, un temps de formation et la construction d'habitudes de travail communes entre

ses membres. Pour autant, nous sommes contre la professionnalisation de la vie politique et les mandats à vie. L'organisation prépare donc de manière consciente le renouvellement de ses directions par une politique volontariste de formation à la fois théorique et pratique. Pour assurer la trans-

mission d'expériences entre les membres du parti et éviter une déconnexion entre les militants et leurs directions, tout membre du parti élu dans une direction est tenu d'assister de manière régulière à son instance de base (comité) et aux activités militantes de l'organisation.

## **COMITÉ POLITIQUE NATIONAL**

La composition est basée sur les résultats des plates-formes (voir page 23).

# VOTES ET TEXTES MINORITAIRES

Sauf mention contraire, les références sont celles du BI n°3 « Textes soumis au vote »

## SITUATION INTERNATIONALE

### 1. AMENDEMENT SYRIE

Paragraphe *L'enjeu*, page 5 de ce BI.  
171 pour, 0 contre, 25 abstentions, 35 NPPV.

### 2. RÔLE DES ANTICAPITALISTES (PAGE 8)

122 pour la version 1, 82 pour la version 2, 22 abstentions, 5 NPPV.

### 3. GRÈCE (PAGE 10)

120 pour la version 1, 87 pour la version 2, 17 abstentions, 6 NPPV.

### 4. EUROPE (PAGE 11)

122 pour la version 1, 51 pour la version 2, 44 abstentions, 11 NPPV.

### 5. PARTIES COMMUNES AU TEXTE INTERNATIONAL (PAGES 5 À 8)

212 pour, 0 contre, 12 abstentions, 3 NPPV.

### 6. TEXTE INTERNATIONAL AVEC LES AMENDEMENTS MAJORITAIRES SUITE AUX VOTES 1 À 4

131 pour, 50 contre, 19 abstentions, 30 NPPV.

## VOTES DE PROCÉDURE

### 7. AMENDEMENT SANS CONF NAT

76 pour, 11 contre, 54 abstentions, 87 NPPV.

### 8. CONFÉRENCE NATIONALE

12 pour, 104 contre, 49 abstentions, 63 NPPV.

### 9. AMENDEMENT 93

Motion de l'ag du 93 Centre et Est  
L'assemblée générale proteste contre le mode des votes contradictoires qui ne permet pas aux votants de s'opposer aux deux

versions proposées.

Elle demande que tous les textes soient soumis au vote en pour, contre, abstention et nppv.

19 pour, 80 contre, 39 abstentions, 85 NPPV.

## SITUATION EN FRANCE

### TEXTE 1 (PAGE 12) :

#### 10. FENÊTRE ANTIFASCISTE

Paragraphe 8, page 11 de ce BI, qui s'ajoute à la fenêtre page 15 du BI 3.

69 pour, 54 contre, 54 abstentions, 53 NPPV.

#### 11. FENÊTRE 10-11-12

119 pour la version 1, 78 pour la version 2, 9 abstentions, 24 NPPV.

#### 12. PARTIES COMMUNES SITUATION NATIONALE

189 pour, 9 contre, 18 abstentions, 12 NPPV.

#### 13. PRÉCISION ANTIFASCISTE

Le vote suivant demande que le vote 10 soit considéré comme un remplacement au lieu d'un ajout.

33 pour, 111 contre, 18 abstentions, 67 NPPV.

#### 14. PARTIE COMMUNES AVEC AMENDEMENTS MAJORITAIRES SUITE AUX VOTES 10 À 13

123 pour, 90 contre, 7 abstentions, 7 NPPV.

#### 15. TEXTE 2 (PAGE 18)

21 pour, 172 contre, 32 abstentions, 4 NPPV.

## PROJET

#### 16. TEXTE 1 (PAGE 22)

120 pour, 88 contre, 15 abstentions, 5 NPPV.

#### 17. TEXTE 2 (PAGE 24)

81 pour, 98 contre, 46 abstentions, 5 NPPV.

#### 18. TEXTE 3 (PAGE 28)

28 pour, 163 contre, 35 abstentions, 2 NPPV.

#### 19. TEXTE 4 (PAGE 32)

48 pour, 111 contre, 67 abstentions, 2 NPPV.

## STATUTS/ FONCTIONNEMENT

### 20. CPN PROPORTIONNELLE

Adopté sans vote suite au vote des congrès locaux.

## RAPPORT FINANCIER

21. 149 pour, 21 contre, 45 abstentions, 2 NPPV.

### 22. MOTION GERS 1

La baisse des cotisations ne justifie pas un changement de répartition entre comités locaux et le national. C'est à tous les échelons que le parti doit s'adapter à des circonstances financières difficiles.

51 pour, 88 contre, 47 abstentions, 24 NPPV.

### 23. MOTION GERS 2

Tout changement de répartition des cotisations des militants du NPA doit être soumis aux votes des militants lors d'A.G. locales avant d'être votée lors d'un congrès.

41 pour, 130 contre, 33 abstentions, 12 NPPV.

## STATUTS/ FONCTIONNEMENT

### 24. RATIFICATION

Ratification des votes des congrès locaux sur le fonctionnement, sauf les points soumis au vote ci-après (page 38).

193 pour, 3 contre, 21 abstentions, 3 NPPV.

### 25. DROIT DE FRACTION (VOTE 12 DU BI 3, PAGE 38)

112 pour, 59 contre, 34 abstentions, 19 NPPV.

## RÉUNION ANNUELLE DES COMITÉS (VOTE 13 DU BI 3, PAGE 38)

### 26. Amendement Lucien

remplacer « découplés de débats d'orientation générale traités par les congrès et des enjeux de direction »

par « ayant pour enjeu l'intervention et la construction dans des domaines particuliers »

115 pour, 51 contre, 51 abstentions, 6 NPPV.

## 27. RÉUNION ANNUELLE AVEC L'AMENDEMENT LUCIEN

87 pour, 41 contre, 38 abstentions, 58 NPPV.

## 28. ROTATION DES MANDATS (VOTE 6 DU BI, PAGE 38)

131 pour, 66 contre, 19 abstentions, 9 NPPV.

## 29. MOTION 6 BIS

138 pour, 56 contre, 9 abstentions, 19 NPPV.

## 30. CHIFFRAGE

125 pour, 90 contre, 4 abstentions, 4 NPPV.

## 31. 4 OU 3 OU 2 MANDATS

88 pour 4 mandats, 59 pour 3 mandats, 19 pour 2 mandats, 6 abstentions, 51 NPPV.

## 32. MOTION CNIF (PAGE 16 DE CE BI)

172 pour, 0 contre, 21 abstentions, 13 NPPV.

## 33. VOTE PARTIES COMMUNES TEXTE CNIF (PAGE 16 DE CE BI OU PAGE 39 DU BI 3)

188 pour, 0 contre, 12 abstentions, 6 NPPV.

## 34. MOTION COMMUNICATION (PAGE 18 DE CE BI)

176 pour, 3 contre, 15 abstentions, 11 NPPV.

## 35. MOTION QP (PAGE 19 DE CE BI)

110 pour, 15 contre, 62 abstentions, 27 NPPV.

## 36. VOTE DE RATIFICATION DES MEMBRES DU CPN

201 pour, 2 contre, 7 abstentions, 5 NPPV.

## 37. COMMISSION MÉDIATION

Mandater le CPN pour élire la commission de médiation sur une base paritaire entre hommes et femmes.

175 pour, 11 contre, 22 abstentions, 9 NPPV.

## PERSPECTIVES DE CONSTRUCTION (PAGE 20 DE CE BI)

## 38. 3 PREMIERS POINTS

130 pour, 32 contre, 36 abstentions, 14 NPPV.

## 39. PARTIE 4 CPN ÉLARGI

98 pour, 81 contre, 13 abstentions, 12 NPPV.

## 40. TEXTE ENTIER

91 pour, 87 contre, 16 abstentions, 7 NPPV.

## 41. FEUILLE DE ROUTE (PAGE 25 DE CE BI)

79 pour, 110 contre, 11 abstentions, 7 NPPV.

## VOTE DES PLATES- FORMES

W : 19 voix - X : 117 voix - Y : 74 voix - Z : 21 voix - NPPV : 1.

# DÉCLARATION DES DÉLÉGUÉES DE LA PLATE-FORME X À L'ISSUE DU DEUXIÈME CONGRÈS DU NPA

Le congrès du NPA condamne l'intervention militaire française au Mali. Pour justifier sa guerre, François Hollande reprend le discours de Bush qui servit à justifier les guerres d'Irak et d'Afghanistan : la guerre contre le terrorisme.

Le véritable enjeu de cette guerre n'est pas la lutte contre le terrorisme ou les pratiques inhumaines des groupes islamistes. Elle ne vise pas à servir la liberté comme le prétend le gouvernement mais les intérêts géostratégiques et économiques des multinationales.

La crise malienne trouve ses racines dans le désastre économique et social engendré par le libéralisme, imposé par les puissances impérialistes et les régimes dictatoriaux locaux garants de leurs intérêts.

Le peuple malien, qu'il soit au nord ou au sud, a besoin de justice sociale et écologique, de dignité et de prospérité et non pas de bombes et de servitude. C'est au peuple malien de chasser les bandes islamistes armées qui veulent imposer leurs lois. C'est au peuple malien de décider librement de son devenir.

Cette nouvelle guerre conduite avec le soutien des grandes puissances occidentales s'inscrit dans l'offensive globale de ces dernières sous l'égide des Etats-Unis et dans le cadre de l'Otan.

Faut-il rappeler que le retrait des troupes françaises d'Afghanistan n'est que partiel et que cette sale guerre continue à ravager un pays déjà considérablement meurtri et à déstabiliser la région, en particulier le Pakistan.

Cette offensive accompagne l'offensive menée par les classes dominantes et leurs Etats contre les travailleurs en invoquant la lutte contre les déficits et la dette ou la compétitivité alors qu'il s'agit d'accroître la rentabilité financière de l'économie, de maintenir les profits au détriment de toute la population.

Le gouvernement Hollande-Ayrault s'est fait, avec complaisance et servilité, le maître d'œuvre de cette politique d'austérité.

Après avoir fait adopter le traité européen

qui impose la règle d'or de l'austérité, il a ensuite accordé un cadeau de 20 milliards aux grands patrons puis s'appête à faire ratifier, en ce début 2013, par l'Assemblée nationale, l'accord de compétitivité initié par le MEDEF, un recul historique qui remet en cause le contrat à durée indéterminée, le fondement même du code du travail. Il poursuit les politiques sécuritaires, les expulsions des sans-papiers et s'illustre dans son acharnement à imposer des grands projets inutiles et destructeurs comme l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ou l'EPR.

Dans le même temps, il est impuissant à juguler la hausse du chômage et de la précarité.

Sa politique crée les conditions d'une grave récession dont les travailleurs et toute la population paieront le prix pour que vivent les profits.

Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique absurde, à cette régression sociale.

La droite extrême et l'extrême-droite attendent en embuscade, utilisent toutes les occasions pour mobiliser leurs troupes. Elles comptent se servir du discrédit de la gauche libérale pour revenir au gouvernement et dévoyer le mécontentement pour tenter d'étouffer toute révolte.

La crise et ses conséquences comme les politiques des classes dominantes et des Etats qui l'aggravent sont la conséquence de la lutte pour l'appropriation des richesses, la lutte pour la rentabilité financière et le profit. Elle est l'expression et la conséquence d'une dégradation du rapport de force.

Le congrès du NPA s'adresse à l'ensemble des travailleuses et travailleurs, à la jeunesse, aux classes populaires.

Il y a urgence à nous rassembler pour agir et imposer les droits du monde du travail, préparer l'affrontement avec le patronat et le pouvoir pour inverser le cours des choses, changer le rapport de force.

Il y a urgence à construire une opposition de gauche à ce gouvernement qui donne

aux luttes et aux mobilisations une perspective d'ensemble, capable d'unifier toutes celles/ceux qui résistent face au gouvernement et au patronat, à la droite et l'extrême-droite. Cette opposition devra poser la question de l'alternative politique pour sortir de la crise en rompant avec le capitalisme, de la nécessité d'un gouvernement anti-austérité, un gouvernement des travailleurs, des classes populaires, s'appuyant sur leurs mobilisations, leurs organisations. Un tel gouvernement défendrait l'emploi, en interdisant les licenciements, en partageant le travail entre toutes et tous ; il annulerait la dette, et constituerait un monopole public bancaire en expropriant les banques : il porterait une alternative globale sociale et écologique au capitalisme. Il s'adresserait, par-delà les frontières, aux travailleurs et aux peuples d'Europe pour construire des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Sans faire dépendre l'unité pour les mobilisations d'un accord sur cette alternative politique, nous souhaitons en débattre publiquement car nous savons qu'il ne peut y avoir de garantie des droits des travailleurs et de la population ni d'issue à la crise sans une réponse politique en rupture avec le capitalisme.

Une telle opposition ne prendra vie et force qu'avec l'implication active de toutes celles et tous ceux qui refusent de se céder devant l'offensive du gouvernement et du patronat, de se plier à l'hypocrisie du prétendu dialogue social.

Nous voulons en débattre dans nos syndicats et associations, entre militants et avec les partis politiques de gauche qui ne participent pas au gouvernement.

Nous appelons l'ensemble des militantes du NPA à s'emparer de ce débat ainsi qu'à se mobiliser pour œuvrer à la convergence des luttes.

Nous invitons toutes celles et tous ceux qui ont cru dans le projet du NPA à se mobiliser pour le porter, le faire vivre et lui redonner sa dynamique.

Le NPA sera ce que nous en ferons toutes

et tous ensemble.

Il y a une place pour chacune et chacun dans cette bataille.

Ce congrès a été un moment de débat. Et de rassemblement. Nous voudrions qu'il tourne la page d'une période difficile pour le NPA.

Il appartient maintenant à l'ensemble des camarades de s'emparer de leur parti, de se réapproprier notre projet. En continuant les débats engagés durant ce congrès, tant sur notre orientation que sur la démocra-

tie et notre fonctionnement, ensemble nous avons à redéployer notre parti pour défendre une perspective féministe, antiraciste, antifasciste, écologiste et internationaliste. C'est à la lumière des expériences à venir que nous pourrions en dégager les enseignements, élaborer et discuter de notre politique en lien avec les réalités militantes.

D'ici un an, nous tiendrons une réunion nationale des comités pour faire le point du travail engagé.

Face à une situation inédite où l'on voit,

ici, se combiner la présence de la gauche libérale au gouvernement avec une accentuation de la crise de leur Europe, nous voulons être les militantEs les plus conséquents contre les politiques d'austérité. C'est bien de cela dont ont besoin les travailleurs et la jeunesse, un parti indépendant des institutions qui ne craigne pas de remettre en cause la propriété privée capitaliste pour engager une transformation révolutionnaire de la société vers le socialisme.

## **FEUILLE DE ROUTE (SOUMIS AU VOTE PAR LA PLATE-FORME Y)**

Le IIe congrès du NPA a donné les résultats suivants pour les différentes plateformes : W 8,22 %, X 50,64 %, Y 32,03 %, Z 9,09 %. Au-delà des divergences qui se sont exprimées, touTEs les militantEs du NPA sont rassembléEs pour répondre ensemble aux attaques capitalistes et aux mobilisations en cours. Dans ce sens le congrès propose d'orienter l'activité immédiate du parti selon les axes suivants :

1. L'offensive patronale, appuyée par le gouvernement, redouble : multiplication des plans de licenciements et fermetures d'usine, des suppressions de postes dans le public, accords minoritaires de « flexi-sécurité », nouvelles menaces sur les retraites et la protection sociale, attaques contre les conditions de travail et les salaires du privé comme du public. Cette offensive se mène au niveau européen. La crise frappe de plein fouet la Grèce, l'Etat espagnol et le Portugal mais elle ne va pas s'arrêter aux frontières. Le NPA s'oppose à l'UE et la Troïka, et exige l'annulation de la dette.

Nous apportons notre entière solidarité à toutes celles et tous ceux qui subissent la répression patronale et exigeons une loi d'amnistie pour les militants du mouvement social.

Le congrès appelle l'ensemble du parti déjà engagé depuis quelques mois dans une campagne pour l'emploi à intensifier ses activités dans le sens d'une convergence des mobilisations et des luttes. Elles sont

marquées dans l'automobile par la grève de PSA-Aulnay qui dure depuis une vingtaine de jours mais aussi par les débrayages successifs qui ont eu lieu dans des sites Renault, comme Flins et Cléon ; marquées aussi par des mobilisations dans de nombreuses autres entreprises du privé mais aussi par les journées nationales dans l'enseignement ou la fonction publique.

De premières rencontres de travailleurs en grève ont eu lieu entre Renault et PSA, de même que des rassemblements avec d'autres entreprises du privé, telles Sanofi, Virgin, Candia et d'autres, dans lesquelles des militants du NPA, aux côtés de ceux d'autres organisations de gauche ou révolutionnaires, et de militants syndicalistes ont pris leur part pour permettre ces tout premiers pas dans le sens de la convergence. Le congrès appelle les militants à soutenir et participer à toutes les initiatives dans ce sens qui ne manqueront pas dans les jours et les semaines qui viennent, et à faciliter les contacts entre travailleurs des différentes entreprises et des différents secteurs. Nous proposons aux équipes de travailleurs mobilisés la perspective d'une manifestation nationale contre les licenciements.

Le NPA met toutes ses forces pour contribuer à renforcer ces convergences, impulser leur auto-organisation et construire un pôle alternatif à la politique des directions des confédérations syndicales qui, pour le moment, ne font rien pour organiser une riposte collective du monde du travail.

Dans le même temps, le patronat a obtenu la signature de la CFDT, de la CFTC et de la CGC pour un accord sur le marché du travail qui constitue une véritable déclaration de guerre contre les salariés. Hollande-Ayrault s'appretent à le transcrire dans la loi. Le NPA place au cœur de son activité pour les prochains mois le combat pour le mettre en échec.

La CGT, FO, Solidaires et la FSU refusent cet accord. Le PC et Mélenchon le critiquent également. Cependant, ils n'envisagent rien d'autre pour le moment qu'une lutte parlementaire. Le NPA s'adresse à toutes les organisations du mouvement ouvrier qui rejettent l'accord pour préparer une grande manifestation nationale avant le vote du Parlement. Cela pourra être une première étape importante pour défaire cet accord et ainsi infliger une défaite au patronat et au gouvernement.

2. La classe dirigeante mène une campagne systématique de division de notre camp social : dresser des barrières entre Français et immigrés, entre hommes et femmes, hétéros et LGBTI... est la meilleure manière d'asseoir sa domination. Nous répondons par la nécessité d'unir notre classe en s'opposant à toutes les formes d'oppressions, sexistes, racistes ou homophobes.

Dans un contexte de mobilisations de masse pour l'égalité des droits (avec près

de 400 000 personnes dans la rue le 27 janvier, c'est la plus grosse mobilisation de notre camp social depuis l'élection de F. Hollande), la lutte pour l'égalité réelle entre LGBTI et hétéros doit se poursuivre et s'amplifier. Ce mouvement (et les mobilisations réactionnaires qui s'y opposent) ne prend pas fin avec le vote de la loi, il va se poursuivre pendant plusieurs mois : pour gagner sur le droit à la PMA, l'élargissement du droit à l'adoption pour l'ensemble des couples, mariés ou non.

Pour faire gagner le mouvement LGBTI sur ces revendications, le NPA peut aujourd'hui proposer une stratégie : l'enjeu est la construction d'un rapport de force face au gouvernement. Nous avons un rôle à jouer pour défendre une orientation lutte de classe et de critique des institutions patriarcales, dont le mariage, dans le mouvement LGBTI. Nous cherchons à massifier le mouvement et enrayer l'attentisme vis-à-vis de solutions parlementaires.

Plusieurs échéances permettent de mener cette campagne : le 8 mars et le 27 mars (date de présentation du projet de loi sur la famille) permettent d'articuler la bataille pour la PMA avec les luttes féministes pour le droit des femmes à disposer de leur corps, mais aussi les marches des fiertés, qui commencent dès le mois de mai en régions. Enfin, il faut convaincre de la nécessité de nouvelles manifestations de masse pour ré-

pondre à la prochaine échéance de mobilisation prévue par les réactionnaires en avril. Concrètement, nous devons construire la mobilisation pour les droits des LGBTI :

- dans nos milieux d'intervention (lieux d'études, de travail, quartiers), par l'activité propre (réunions publiques, articles dans la presse d'entreprise...) mais aussi dans les syndicats, associations, collectifs... ;

- participer à tous les cadres unitaires LGBTI existant à l'échelle nationale comme locale pour y défendre notre orientation ;

- être en capacité de prendre des initiatives pour unifier ce mouvement, avec d'autres forces si possible. Nous cherchons notamment à impulser une initiative centrale (manifestation nationale ou rassemblements locaux) lors des discussions sur la future loi sur la famille, le 27 mars ;

- cette campagne doit être prise en charge par l'ensemble du parti. Pour répondre à cet enjeu, nous nous dotons de matériel de formation et d'intervention (brochure, 4 pages, affiches, autocollants).

Au moment où le gouvernement expulse encore plus de sans-papiers que Sarkozy et souffle sur les braises du racisme, nous insistons sur la nécessité de la régularisation des sans-papiers, la fermeture des centres de rétention, pour la liberté de circulation et d'installation, pour le droit de vote des étrangers.

3. La mobilisation contre l'« Ayraultport » de Notre-Dames-des-Landes, qui se poursuit et a pris un caractère national, est une des premières grandes luttes menées sous la présidence Hollande. Elle met directement en cause les profits et le pouvoir des multinationales (Vinci), leurs liens avec l'appareil d'Etat et la politique du gouvernement à leur service.

Le NPA s'implique pleinement dans le combat écologiste, dont la lutte pour la sortie rapide du nucléaire est une dimension essentielle.

4. Nous dénonçons la guerre impérialiste menée par l'armée française au Mali, qui n'a rien à voir avec la « protection des populations civiles ». Son objectif est de défendre la sphère d'influence de la France et de ses multinationales. Nous exigeons le retrait des troupes françaises du Mali.

Nous mettrons en place, avec les organisations qui le souhaitent, des mobilisations de rue, des réunions publiques...

A l'heure où les jeunes et les travailleurs d'Egypte se soulèvent contre le régime de Morsi et des Frères Musulmans, le NPA s'inscrit dans une tradition d'internationalisme, de solidarité avec les luttes des peuples et des travailleurs du monde entier.

## DÉCLARATION DE LA PLATEFORME Z EN FIN DU DEUXIÈME CONGRÈS DU NPA

La direction sortante a gagné une courte majorité sur la base d'un texte qui prépare les conditions d'une aggravation de la crise. Elle ne propose rien de concret pour la construction du parti, aucune priorité d'implantation et d'intervention. Sur le fond, au motif d'« opposition de gauche », d'« alternative politique commune » et de « gouvernement anti-austérité », elle veut trancher la question du pouvoir dans un sens qui s'éloigne de la stratégie révolutionnaire. Pour recevoir les voix de camarades sensibles à la pression du « rassemblement » du parti, elle a semé la confusion entre «

gouvernement anti-austérité », qui suppose le maintien de l'État bourgeois, et « gouvernement des travailleurs », qui implique au contraire un processus révolutionnaire en acte.

Les formules qu'elle propose ouvrent la voie à un « gouvernement de gauche » avec des réformistes et des antilibéraux dans le cadre des institutions du capitalisme. Ce tournant se fait sous la pression du Front de Gauche qui appelle au rassemblement de « l'autre gauche » dans la perspective, justement, « d'un gouvernement anti-austérité ». Il s'agit d'une clarification sur la

droite des principes fondateurs.

C'est pourquoi nous entendons poursuivre le combat contre cette orientation désastreuse. Notre politique n'a pas vocation à rester minoritaire. Il y aura des évolutions dans le parti face aux événements de la lutte des classes et aux échéances politiques qui nous attendent. Nous nous appuyerons sur les progrès sensibles de la PZ à ce congrès, alors que les autres plateformes s'effondrent en chiffres absolus. Nous nous adressons tout particulièrement aux camarades de la PY et à toutes celles et ceux qui se retrouvent sur nos orientations

pour constituer un front contre l'orientation de la direction. Et nous proposons de reconstruire le parti dans la lutte des classes autour des axes suivants :

- indépendance politique du NPA à l'égard du Front de gauche : aucune alternative politique commune n'est possible ;
- implantation du parti dans la classe ouvrière, en commençant par les secteurs stratégiques, par la constitution de groupes de travailleurs/ses autour de bulletins permettant de s'approprier nos propositions et d'y contribuer ;
- au moment où le mouvement ouvrier commence à déployer ses forces, comme ici en France avec PSA, Renault, Goodyear, Sanofi, initiatives dans les luttes pour les soutenir, impulser l'auto-organisation, la convergence ;
- front unique pour l'action avec les organisations du mouvement ouvrier, de la base au sommet, en créant un rapport de forces par nos initiatives, en combattant l'orientation des directions syndicales qui collaborent plus que jamais avec le patronat et le gouvernement, en constituant un pôle alternatif ;
- orientation internationaliste et anti-impérialiste systématique, combinant soutien aux peuples opprimés et travailleurs/ses en lutte et combat contre notre propre impérialisme.

# STATUTS PROVISOIRES DU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

## MODIFIÉS PAR LE 2ÈME CONGRÈS DU NPA

### PRÉAMBULE

Le NPA est un parti qui se bat pour les principes définis dans le document programmatique adopté au congrès de fondation. Notre parti vise à favoriser la prise de conscience politique et l'organisation des salariés et de tous les opprimés. Il est un outil au service de la lutte contre l'exploitation et l'oppression du système capitaliste pour un socialisme démocratique et écologique.

Notre projet commun est de construire une nouvelle société qui rejette toute forme d'exploitation, d'oppression et d'aliénation, qu'elles soient économiques, sociales, écologiques, idéologiques ou culturelles. Cela nécessite le renversement du système capitaliste. L'organisation qui porte un tel projet doit donc, dans ses pratiques mêmes, au quotidien, combattre les effets de l'idéologie dominante.

Nous voulons construire une organisation où chacun, chacune puisse trouver sa place à l'égal de tous les autres. Une formation où chacun-e est acteur ou actrice et qui permette la participation de tous et de toutes aux initiatives décidées en commun, à la critique, à l'élaboration de la stratégie, du projet et des programmes, tel est en effet l'enjeu.

Les formes d'organisation et le fonctionnement ne sont pas neutres. Il n'y a pas de doute que la forme rejoint le fond, et il faut donc que l'organisation interne qui sera la nôtre donne à voir la sincérité de nos convictions et de notre projet d'émancipation. Le bilan que nous pouvons faire du XXe siècle, en particulier le stalinisme et toutes les expériences de bureaucratisation du mouvement ouvrier, nous impose d'en tirer toutes les leçons pour construire une organisation vivante, démocratique. Nous voulons un parti qui rompe avec la tradition des structures hiérarchisées qui filtrent et étouffent la voix des militants. Nous voulons un parti qui innove dans la manière d'organiser l'action militante, où le débat n'est confisqué ni par les minori-

tés agissantes, ni par un appareil caporalisé. Nous voulons un parti qui brise toutes les formes de professionnalisation de l'engagement politique.

Nous construisons un parti démocratique et pluraliste, intervenant dans tous les domaines de l'activité économique, politique et sociale. Il n'est pas une somme de comités atomisés mais un collectif de militantes et militants qui par leurs discussions et leurs décisions entendent faire évoluer les rapports de forces sociaux au profit de l'immense majorité de la population. Faire des expériences ensemble, tirer des bilans n'est possible qu'à partir d'activités menées ensemble. Les discussions et les décisions que nous prenons engagent l'ensemble du parti, c'est un gage de démocratie.

Ce qui rend nécessaire une centralisation des activités du parti, c'est que le capitalisme dispose d'un cadre centralisé d'où s'organise sa domination : l'État, les puissances économiques et financières. L'enjeu est bien un changement de pouvoir et une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi.

### 1/ ADHÉSION - COMITÉ

Est membre du parti celui ou celle qui partage l'essentiel des principes fondateurs et adhère à un comité, c'est-à-dire qui prend sa carte, participe aux activités et aux réunions du parti dans la mesure de ses disponibilités, et verse une cotisation.

Les militant-e-s sont membres d'un comité qui est la structure de base du parti. C'est lui qui recueille les nouvelles adhésions, accueille et accompagne les nouveaux venus. Un comité est un regroupement de militant-e-s organisés sur la base d'une intervention sur un territoire, une entreprise, lieu de travail ou secteur professionnel dont les précaires, ou dans la jeunesse. Chaque fois que c'est possible, la création d'un comité NPA d'entreprise doit être envisagée.

Le comité gère librement ses activités dans le cadre des orientations nationales et locales fixées par les congrès. Il dispose d'une autonomie d'adaptation de ces orientations

aux réalités locales.

Le comité est le lieu de débat politique, où se discutent et se déterminent les initiatives, et un lieu de formation.

Chaque comité désigne un trésorier.

Le comité peut procéder à une éventuelle radiation du parti, dans des cas exceptionnels à définir et à encadrer (violence, sexisme, racisme, LGBTI phobie...). La procédure de radiation doit être encadrée afin de préserver les droits de la défense : information du militant des faits qui lui sont reprochés par écrit un mois avant la réunion où doit être votée la radiation ; possibilité de se faire assister par un autre membre du NPA ; vote de la radiation à une majorité des deux tiers des présent-e-s. Chaque militant-e dispose du recours à une procédure d'appel nationale.

Lorsqu'un autre courant politique local demande à adhérer à notre parti, un processus de discussion est engagé localement ; un éventuel accord est ratifié par une assemblée générale des membres du parti.

Lorsqu'il s'agit d'un courant national, la même démarche politique est engagée, sous mandat, par le comité exécutif et soumise au conseil politique national ou au congrès.

### 2/ CONGRÈS - REPRÉSENTATION DU NPA

Le congrès est souverain en matière de programme, de fonctionnement et d'orientation nationale. Il établit les relations internationales durables du NPA, adhésion à une internationale ou autre type de regroupement.

Il élit à la parité un conseil politique national (CPN) représentatif du parti, de sa réalité géographique comme de ses commissions nationales, et de ses sensibilités politiques. S'il existe des orientations politiques contradictoires soumises au vote du congrès, le CPN est élu à la proportionnelle.

Sur la base d'un travail préalable des comités, coordinations départementales

et régionales visant à garantir une représentation correcte des régions et assurer la parité, les AG électives locales proposent des candidatures pour le CPN. Sur la base des candidatures proposées par les AG électives, la commission des candidatures fait une proposition au congrès en introduisant un correctif. Celui-ci garantit notamment que chaque plate-forme/position dispose d'un nombre de membres du CPN strictement proportionnel au pourcentage de voix obtenues lors du congrès.

Si les commissions n'ont pas de membre(s) élu(e)s au CPN, elles y auront un observateur avec droit de parole mais sans droit de vote.

Pour permettre de représenter correctement l'ensemble de la réalité du NPA, sa taille devrait donc avoisiner les 100 membres ce qui nécessite une réflexion sur son fonctionnement. Chaque membre du CPN doit avoir un.e suppléant.e élu.e sur les mêmes critères. Celui-ci ou celle-ci peut remplacer le ou la titulaire en cas d'empêchement, et doit donc suivre les débats et propositions du CPN. Le congrès a lieu au moins tous les deux ans, il est convoqué et préparé par le CPN. Les militants du NPA disposent du droit de convoquer un congrès extraordinaire, selon des modalités à fixer ultérieurement.

Les tendances se constituent lors de la préparation des congrès ou des CN. A priori elles se dissolvent à leur issue. Elles peuvent se maintenir pour défendre leur orientation entre ces échéances à condition d'explicitier sa démarche par un texte.

Toute fraction politique doit se déclarer sur la base d'un texte qui définit les raisons de leur mise en fraction. Un courant de l'organisation ne peut s'exprimer publiquement sans une telle déclaration préalable. Le maintien d'une fraction à l'issue d'un congrès doit faire l'objet d'un nouveau texte à l'issue de ce congrès.

Le CPN est chargé d'appliquer les mandats nationaux entre deux congrès. Il peut consulter les militants sur toute question qu'il juge suffisamment importante ou inédite et qui nécessite l'avis de tous. Le CPN se réunit au moins quatre fois par an, détermine les choix de campagnes nationales, il ratifie la composition des équipes responsables proposées par les commissions de travail. Il élit en son sein le comité exécutif dont il contrôle l'activité. Toute réunion du CPN doit être précédée et suivie d'un débat

dans les comités sur les points à l'ordre du jour. Pour cela l'ordre du jour doit parvenir aux comités le plus rapidement possible. Les élus au CPN doivent rendre compte aux militant.e.s des débats internes, des orientations politiques nationales.

Le CPN, ainsi que le comité exécutif, doivent pouvoir être saisis par n'importe quelle instance (nationale ou locale). Les coordinations géographiques de comités pourront ponctuellement envoyer un.e délégué.e au CPN pour poser un problème local.

Le comité exécutif est responsable de l'activité nationale : représentation du NPA, animation nationale des campagnes, réaction à l'actualité politique et sociale française et internationale, collectif de porte-parole... Le CE doit être élu à la proportionnelle des tendances. Il peut se doter d'un secrétariat et de permanents. Ce qui implique de mettre en place des règles de rotation des permanents, avec des permanents limités dans le temps, de préparer des solutions de reclassement, de privilégier les temps partiels, et d'établir une grille salariale afin que le passage d'un militant à un temps partiel n'entraîne pas pour lui de perte de revenus. Quand les postes de permanents sont politiques, ils doivent être attribués à la proportionnelle et être révocables.

Le nombre de mandats successifs au CPN est limité à 4 mandats consécutifs

Une commission de médiation est mise en place au congrès. Elle vise en l'absence de statuts définitifs à tenter de régler les problèmes par la discussion. Elle sert aussi d'instance d'appel.

Les instances nationales respectent le principe de parité hommes/femmes dans leur désignation. La parité ne suffit pas, il faut l'accompagner d'une réflexion collective et d'autres mesures destinées à favoriser la présence de femmes à tous les niveaux de responsabilité, à renforcer leur confiance en elles et éviter leur démission prématurée.

Chaque instance produit des comptes rendus accessibles à l'ensemble des militants.

Le NPA respecte donc les principes d'élection, de rotation et de révocabilité qui permettent à tous les membres de contrôler leurs représentants.

### **3/ STRUCTURATION : INTERVENTION NATIONALE ET AUTONOMIE LOCALE**

Cela suppose :

- Un principe démocratique : des directions élues, représentatives, et qui rendent compte de leur mandat à la base et expliquent leurs décisions.

- Un principe d'efficacité : centraliser l'activité à l'échelle la plus adéquate.

L'échelon de regroupement des comités le plus efficace est choisi localement. Dans chacun de ces regroupements, les comités décident soit de tenir un congrès local qui élit un exécutif, soit de mettre en place une coordination. Ceux-ci fixent les objectifs d'implantation, coordonnent l'activité et élisent ou désignent, selon les modalités de leur choix, une équipe d'animation dont les tâches sont : représenter le NPA, impulser et coordonner son travail militant, éditer une presse, gérer un site, mettre en place un système de formation, coordonner l'activité des commissions, faire circuler l'information, s'occuper de la trésorerie... Un principe de rotation s'applique à ces équipes. Elles sont mises en place à la parité hommes/femmes. Elles peuvent être révoquées si une majorité de membres le réclame.

Un parti à l'image de notre projet émancipateur implique une démarche volontariste d'implantation dans les entreprises, cœur de l'exploitation capitaliste. La création de comités NPA d'entreprises, de secteurs, de branches, est un objectif central de l'organisation. Ces comités sont essentiels à la cohérence de notre politique dans la lutte de classes, dans les interventions syndicales, et de fait un des pivots du NPA. Partout où les comités locaux sont en place, il faut rechercher les possibilités de créer ces structures.

Des coordinations régionales se mettent en place pour s'occuper de la coordination du travail à cette échelle : campagnes régionales, formation et autres...

Une consultation des comités est nécessaire sur toute question jugée importante par l'équipe de coordination ou sur demande des comités concernés.

### **4/ COMMISSIONS NATIONALES ET LOCALES - SECTEUR JEUNE**

Des commissions thématiques sont mises en place. Elles participent à l'élaboration

d'orientations et formulent des propositions d'actions. Elles sont ouvertes à toutes et tous. Elles sont coordonnées régionalement et nationalement. En outre, elles peuvent avec l'accord du CPN mandater un de leurs membres pour servir de porte-parole du NPA sur les questions techniques qui ne pourraient être traitées par les porte-parole nationaux.

Le NPA favorise également les réunions de secteurs professionnels, de secteurs d'activité ; tout ce qui permet d'agir ensemble avec plus d'efficacité.

De par la place qu'elle occupe dans la société et l'oppression qu'elle subit, la jeunesse joue un rôle spécifique dans la lutte des classes. Elle a des modes de mobilisation différents, elle est prompte à se révolter contre le système et vient à la politique par des biais spécifiques. Ce qui rend nécessaire une autonomie d'intervention des jeunes du parti leur permettant de faire leurs propres expériences.

Le secteur jeune rassemble les comités jeunes et les jeunes qui souhaitent coordonner leur intervention en direction de la jeunesse. Il élabore une orientation en direction de celle-ci (campagnes, matériel, journal...). Une fois par an, une conférence nationale jeunes est organisée rassemblant des représentants de tous les comités jeunes, des commissions et des jeunes présents dans les comités locaux. Les jeunes du NPA sont représentés dans l'ensemble des instances de celui-ci (localement, CPN et exécutif).

Un secrétariat jeunes est ratifié par le CPN sur proposition de la conférence jeune.

## **5/ FORMATION - DÉBATS**

Un haut niveau d'information, d'accès aux débats, à une formation politique approfondie est une nécessité démocratique, la condition sine qua non d'égalité entre les militants. La force que nous voulons construire doit se vivre comme une intelligence collective du monde que nous voulons révolutionner. Nous devons être nos propres « experts ». Cette formation est indispensable pour permettre la rotation des mandats et le respect de la parité. Elle nécessite un investissement militant de longue durée et une politique volontariste. C'est dans une conception pluraliste de l'accès aux savoirs critiques et aux outils de compréhension du monde que nous nous situons. L'objectif essentiel de notre

formation est de transmettre de manière non dogmatique les acquis du mouvement ouvrier. Dans l'ordre du jour des comités, lors de stages décentralisés (régionaux), à l'université d'été du NPA ; autant de lieux d'une formation qui doit constamment se situer dans une perspective militante.

C'est avant tout dans les débats politiques autour d'échéances concrètes que se construisent une conscience politique et une capacité d'intervention politique. En ce sens, la qualité des débats du parti et leur accessibilité, au moment des congrès comme entre ceux-ci, sont déterminantes. Cela implique du matériel, des publications, des conférences sur le site, un institut de formation et des équipes de militants chargés de la formation. Une commission formation est élue par le CPN.

Une réunion nationale annuelle des comités permettra de mettre en commun l'activité des comités, de faire partager les expériences, d'aborder des sujets ayant pour enjeu l'intervention et la construction dans des domaines particuliers et d'avancer dans l'élaboration de notre stratégie et de notre projet en tant que parti anticapitaliste. Organisée par et pour les comités, en lien avec le CPN, cette réunion doit permettre de donner toute leur place aux comités et la parole à toutes et tous les camarades à la base tant sur les questions d'orientation que de fonctionnement.

## **6/ SYSTÈME DE PRESSE - COMMUNICATION**

Le NPA est doté d'un système de presse et de communication.

La commission communication est élue par le CPN.

Le système de presse et de communication, en dehors de défendre l'orientation du NPA, ce sont autant de lieux d'échanges, de débats, de connaissances et de contre-expertises au service de notre projet.

Il est animé par une équipe sous la responsabilité du comité exécutif. Il s'articule autour de 3 supports essentiels et complémentaires qui fonctionnent en synergie :

- Un site, qui constitue, à l'heure de la révolution internet, un aspect central du dispositif. Il ne s'agit pas seulement du portail de l'organisation mais d'une publication en tant que telle. Le site est notamment chargé au quotidien de la réactivité à l'actualité, il héberge des vidéos, du matériel, des communiqués, des articles, des débats : c'est

un site vivant et organisé, qui met à profit l'absence des contraintes liées à la diffusion papier.

Une lettre électronique sera proposée aux sympathisants.

- Un journal sous forme papier diffusé essentiellement par le biais des abonnements et de la vente militante, accessible, structurant et nourrissant l'intervention politique des militant-e-s, capable, en plus de l'actualité, de relayer les campagnes du NPA.

Le site et le journal sont fortement connectés du point de vue du contenu.

- Une revue mensuelle en direction des militant-e-s et du milieu proche, de manière à pouvoir approfondir les sujets, nourrir la réflexion.

Ces trois éléments sont gérés et animés par des instances élues dans le cadre de mandats nationaux pour les outils nationaux, locaux pour les outils régionaux ou départementaux. Ils travaillent en lien avec les directions du parti correspondant à leur diffusion. Les comités de rédaction de l'hebdo, des revues organiques et périphériques, ainsi que les équipes des sites nationaux et locaux sont des formes de représentation publique du parti et doivent être constitués vers la parité de genre au même titre que les instances politiques.

Le droit d'expression des tendances et des fractions existe dans le système de presse du NPA.

## **7/ UN PARTI DÉMOCRATIQUE À L'IMAGE DE NOTRE PROJET**

- La démocratie est une exigence et un atout pour notre parti. La démocratie est au cœur de notre projet. Elle implique la transparence, la circulation des informations, la mise à niveau systématique des éléments d'un débat, la connaissance de la pluralité des choix, elle reconnaît la possibilité de s'organiser pour faire changer l'orientation du parti, c'est-à-dire le droit de tendance et le droit de fraction.

- Notre objectif est de permettre à chaque militant de trouver sa place et de pouvoir exercer pleinement sa souveraineté au sein du parti. Les débats à l'intérieur du parti doivent être simples, accessibles mais pas simplistes : un parti des travailleurs, de tous les travailleurs, des travailleuses, manuels ou intellectuels.

- Nous construisons un parti militant. Pour autant nous voulons rompre avec les logiques de parti élitiste au rythme impos-

sible à suivre, où ce sont celles et ceux qui militent le plus qui fixent à la fois le rythme et l'orientation politique. Il s'agit ainsi de veiller à la durée des prises de parole, au respect de la parole de chacun, à l'alternance de celle-ci, à la place de chacun, à la durée et au rythme des réunions, à la longueur des textes et donc des bulletins de débat.

- Par leurs cotisations, les militants participent à l'indépendance et à la vie du parti. Le congrès décide la grille indicative de cotisations au prorata des revenus prenant en compte le quotient familial, et la répartition de celles-ci entre l'échelon national et l'échelon local. Les activités financières sont exercées à chaque niveau par des trésoriers ou des co-trésoriers élus qui rendent compte de leur mandat.

- L'égalité homme/femme, la parité dans les directions et dans la représentation publique, la prise en charge de la garde des enfants pour permettre la participation des parents aux réunions sont des préoccupations constantes. De même il s'agit de veiller à la représentation au sein du parti des populations qui subissent des discriminations particulières dans la société, mais également des couches sociales les plus exploitées. Dans le même sens, la place des jeunes est une préoccupation constante du parti.

- La sécurité du parti est l'affaire de tous ses membres. Le service d'ordre est composé de membres élus par les comités.

- Les membres du NPA élus sur des listes NPA ou sur des listes plus larges, défendront les idées et propositions émanant de la politique nationale et locale du NPA. La section locale du NPA discute régulièrement de l'intervention et l'activité des élus qui en sont membres, pour assurer collectivement l'accompagnement politique de l'élu et garantir la formation de l'ensemble des militants sur cette question.

Les instances de base et le conseil politique national devront se prononcer au préalable sur la participation à un exécutif pour les communes importantes, les départements, régions.

Les élus membres du NPA ou élus sur des listes NPA qui reçoivent des indemnités, défraitements... en informent annuellement leurs instances de base, ainsi que le CPN (le collectif responsable du suivi des élus). Les fonctions électives ne devant pas être source d'enrichissement, ces sommes et d'éventuels avantages fiscaux sont reversés au parti au niveau national. Les fonc-

tions électives ne devant pas être cause d'appauvrissement, les conseillers municipaux qui reçoivent (et donc reversent) une indemnité, recevront une compensation pour leurs frais de fonctionnement et hausse éventuelle de leurs impôts. Pour les mandats électifs nécessitant un travail à plein temps ou temps partiel, la rémunération de l'élu-e sera déterminée de la même façon que pour les salariés du NPA et tiendra compte de la situation de l'élu-e avant et après le mandat.

L'utilisation du sigle NPA dans les élections suppose que le candidat s'engage à respecter les exigences ci-dessus. Les candidatures seront validées par les instances de base de la circonscription concernée. En cas de désaccord, le CPN tranche souverainement.

Le non-cumul des mandats est un principe absolu.

Le NPA a comme règle que les élu-e-s ne fassent pas plus de 2 mandats consécutifs. Toute exception suppose un accord du CPN.

En cas de démission du NPA, l'élu-e abandonnera son mandat, les instances locales auront à en discuter.

Quand un élu-e d'une commune importante et notamment lorsqu'il/elle est membre de l'exécutif, département, région, un-e député-e, demande son adhésion au NPA, celle-ci se fera après l'accord des instances locales et nationales.

Les élus doivent coordonner leur action, leur intervention dans les institutions doit être maîtrisée à tous les échelons adéquats par les instances du parti. Leur activité, les indemnités éventuelles doivent être contrôlées également dans les mêmes conditions.

- Un groupe de travail sera mis en place après le congrès pour évaluer l'application de ces statuts provisoires ; il sera amené à proposer en lien avec l'ensemble des structures du NPA les modifications à apporter à ce document au prochain congrès.

- Un prochain congrès sera convoqué dans un délai de un an à dix-huit mois maximum.

Il adoptera les statuts définitifs à la majorité simple.